

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail - Justice - Solidarité



MINISTÈRE DU BUDGET
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

RAPPORT
SUR L'EXECUTION DU
BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2022

Novembre 2022



Chers compatriotes,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport de l'exécution du budget de l'État à fin septembre, exercice 2022. Ce rapport s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la Loi Organique Relative aux Lois de Finances, notamment en son article 77 qui stipule que « ... le Gouvernement transmet trimestriellement à l'Assemblée Nationale, à titre d'information, des rapports sur l'exécution du budget en recettes et en dépenses et sur l'application de la loi de finances ainsi qu'une balance générale des comptes. Ces rapports sont rendus publics... ».

L'objectif poursuivi est d'informer régulièrement les représentants du peuple, les organisations de la société civile et plus largement les citoyens de l'exécution de l'autorisation parlementaire et de l'application de la loi de finances.

Pour ce troisième trimestre de l'année 2022, l'exécution budgétaire a été caractérisée par :

- l'adoption de la Loi de Finances Rectificatives par le Conseil National de la Transition ;
- la gestion prudente du budget qui s'est traduite par l'alignement de l'engagement des dépenses sur le niveau des recettes pour garantir la soutenabilité budgétaire ;
- la diligence dans la gestion des dossiers d'exécution des dépenses publiques par les services techniques ;
- la qualification des dépenses à travers une réduction du train de vie de l'État ;
- le renforcement de la transparence budgétaire par la publication des documents budgétaires ;

- le soutien à la relance de l'économie à travers notamment le paiement des arriérés de l'exercice 2021 pour un montant de 2 289,73 Mds de GNF.

Durant ce troisième trimestre de l'année 2022, et compte tenu des défis socioéconomiques de la République de Guinée, la politique budgétaire poursuivie par le Gouvernement a ciblé prioritairement :

- l'exécution des dépenses dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'agriculture et des infrastructures ;
- la mobilisation accrue des ressources intérieures et la maîtrise des dépenses publiques pour le renforcement de la soutenabilité budgétaire ;

J'invite l'ensemble des acteurs concernés par la gestion des finances publiques à poursuivre leur implication dans le processus de refondation de l'État et de moralisation de la gestion des deniers publics. Chaque Guinéen, qu'il soit ou pas agent de l'État, a pu noter que la détermination du CNRD est totale pour la lutte contre la corruption.

Pour terminer, j'invite les Guinéennes et les Guinéens à faire de cet outil de redevabilité, un instrument de suivi de l'utilisation des deniers publics à travers le pays.

RESUME EXECUTIF

Le présent rapport participe à la promotion de la transparence budgétaire. Il retrace l'exécution de l'autorisation parlementaire au troisième trimestre 2022, conformément aux dispositions de la Loi de Finances. Il répond aux dispositions de l'article 77 de la LORF qui indiquent que « ... le Gouvernement transmet trimestriellement à l'Assemblée Nationale, à titre d'information, des rapports sur l'exécution du budget en recettes et en dépenses et sur l'application de la loi de finances ainsi qu'une balance générale des comptes. Ces rapports sont rendus publics. »

Ainsi, sur un objectif à fin septembre de 19 578,72 Mds de GNF, les recettes budgétaires mobilisées par les régies s'élèvent à 17 896,37 Mds de GNF, soit 91,41%. Par rapport à la même période de 2021, elles sont en hausse de 9,75%.

La ventilation par catégorie de recettes se présente comme suit :

- recettes fiscales : 15 929,86 Mds de GNF, soit 89,01% ;
- dons, legs et fonds de concours (y c FCE): 617, 11 Mds de GNF, soit 3,45% ;
- autres recettes : 1 349,41 Mds de GNF, soit 7,54%.

Quant aux dépenses payées y compris financement extérieur, elles se chiffrent à 14 063,56 Mds de GNF, soit 76,65% de l'objectif du plan d'engagement de 18 347,83 Mds de GNF. Les dépenses hors financement extérieur payées se situent à 11 797,80 Mds de GNF, soit 64,30% de l'objectif de la période. Concernant les dépenses d'investissement sur ressources extérieures, l'exécution s'élève à 2 265,76 Mds de GNF, soit 54,98% des dépenses d'investissement sur financement extérieur prévues en loi de finances rectificative 2022.

Ainsi, le solde budgétaire de base à fin septembre 2022 se chiffre à 2 826,82 Mds de GNF (1,64% du PIB) contre un objectif de la Loi de Finances Rectificative de - 883,30 Mds de GNF (-0,53% du PIB).

En conclusion, l'exécution sur la période a été marquée d'une part, par un niveau important de mobilisation de recettes par rapport aux prévisions de la période, et d'autre part, par un niveau appréciable des paiements des dépenses par rapport aux objectifs du plan d'engagement. Ce niveau de recettes s'explique par 7plusieurs facteurs, notamment le renforcement de la dématérialisation des recouvrements de recettes (E-tax), l'élargissement de l'assiette fiscale et le renforcement des mesures de contrôle fiscal.

TABLE DES MATIERES

RESUME EXECUTIF	4
LISTE DES TABLEAUX.....	7
LISTE DES GRAPHIQUES.....	7
INTRODUCTION	8
I - SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES..	10
I.1 -ANALYSE DE L'EXECUTION GLOBALE DES RECETTES	10
I.2 ANALYSE DES REALISATIONS PAR NATURE DE RECETTES	11
I.2.1 RECETTES FISCALES	11
I.2.3 AUTRES RECETTES	12
I.2.5 ANALYSE DES RECETTES MINIERES	13
I.3 ANALYSE DE LA REALISATION DES RECETTES PAR REGIE	13
II - SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	19
II-1 ANALYSE GLOBALE DES DEPENSES.....	19
II -1-1 SITUATION DES MODIFICATIONS DE CREDITS.....	20
II -1-2 ANALYSE DES DEPENSES PAR TITRE.....	22
II-2 PLAN DE RIPOSTE A LA COVID-19	29
II -4 SITUATION DES INSTANCES DE PAIEMENT A FIN SEPTEMBRE 2022	30
II -5 SITUATION DE L'EXECUTION DES CREDITS DES SERVICES DECONCENTRES A FIN SEPTEMBRE 2022	30
III – SOLDE BUDGETAIRE.....	32
IV – OPERATIONS DE FINANCEMENT	32
IV-1. SITUATION DES RESSOURCES DE FINANCEMENT	32
IV-2. SITUATION DES CHARGES DE FINANCEMENT	32
CONCLUSION.....	34
ANNEXES	35

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACCT	Agence comptable centrale du Trésor
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
ANAFIC	Agence Nationale de Financement des Collectivités
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest
CFU	Contribution foncière unique
CNRD	Comité National de Rassemblement pour le Développement
CNT	Conseil national de la transition
DGB	Direction générale du budget
DGD	Direction générale des douanes
DGI	Direction générale des impôts
DNIPSIG	Direction nationale des investissements publics système intégré de gestion
DGTC	Direction générale du trésor et de la comptabilité publique
DSRP	Document de stratégie de réduction de la pauvreté
ERAM	Ecole régionale des arts et métiers
FCE	Fonds commun de l’Education
FINEX	Financement extérieur
FMI	Fonds monétaire international
FODECCON	Fonds de Développement des Communes de Conakry
FNDL	Fonds National de Développement Local
GNF	Franc guinéen
IMF	Impôt minimum forfaitaire
LFI	Loi de finances initiale
LFR	Loi de finances rectificative
LORF	Loi organique relative aux lois de finances
MB	Ministère du budget
PACV	Programme d’appui aux communautés villageoises
PIB	Produit intérieur brut
PNDES	Programme national de développement économique et social
RER	Redevance d’Entretien Routier
RGGBCP	Règlement général de gestion budgétaire et de comptabilité publique
RSU	Registre Social Unifié
SGG	Secrétariat général du Gouvernement
TCT	Taxe de consommation téléphonique
TDB	Tableau de bord
TEC	Tarif extérieur commun
TOFE	Tableau des opérations financières de l’Etat
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : EXÉCUTION PAR GRANDE MASSE À FIN SEPTEMBRE 2022 DE LA LFR SUR LA BASE DES PRISES EN CHARGE COMPTABLES (EN MDS DE GNF)	8
TABLEAU 2 : RÉALISATION DES RECETTES À FIN SEPTEMBRE 2022 (EN MDS DE GNF)	10
TABLEAU 3: RÉALISATION DES RECETTES FISCALES PAR CATÉGORIE	11
TABLEAU 4 : MOBILISATION DES DONS À FIN SEPTEMBRE 2022 (EN MDS DE GNF)	12
TABLEAU 5: RÉALISATION AUTRES RECETTES À FIN SEPTEMBRE 2022 (EN MDS DE GNF)	13
TABLEAU 6: RECETTES COLLECTÉES PAR LA DGD À FIN SEPTEMBRE 2022 (EN MDS DE GNF)	15
TABLEAU 7 : SITUATION DES RECETTES COLLECTÉES PAR LA DGI À FIN SEPTEMBRE 2022 (EN MDS DE GNF)	16
TABLEAU 8 : EXÉCUTION DES RECETTES COLLECTÉES PAR LA DGTCP À FIN SEPTEMBRE 2022 (EN MDS DE GNF)	17
TABLEAU 9 : EXÉCUTION GLOBALE/GRANDES NATURES ET PHASES DE LA DÉPENSE PUBLIQUE HORS FINEX	20
TABLEAU 10 : SITUATION DES MODIFICATIONS DE CRÉDITS À FIN SEPTEMBRE 2022 (EN MDS DE GNF)	20
TABLEAU 11 : EXÉCUTION DES PROJETS FINEX PAR SECTEUR À FIN SEPTEMBRE 2022 (EN MDS DE GNF)	24
TABLEAU 12 : VENTILATION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES EN FONCTION DES PILIERS DU PNDES À FIN SEPTEMBRE 2022 (EN MDS DE GNF)	26
TABLEAU 13 : EXÉCUTION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR PILIERS DU PNDES À FIN SEPTEMBRE ...	27
TABLEAU 14 : EXÉCUTION PAR GRANDE FONCTION SUR BASE PAIEMENT À FIN SEPTEMBRE 2022 (EN MDS DE GNF)	29
TABLEAU 15 : SITUATION DES DÉLÉGATIONS DE CRÉDITS DE L'INTÉRIEUR À FIN SEPTEMBRE 2022 (EN MDS DE GNF)	30
TABLEAU 16: SITUATION DES DÉLÉGATIONS DE CRÉDITS DE L'EXTÉRIEUR À FIN SEPTEMBRE (EN MDS DE GNF)	31
TABLEAU 17: SITUATION DES RESSOURCES ET DES CHARGES DE FINANCEMENT À FIN SEPTEMBRE 2022 ..	33
TABLEAU 18: EXÉCUTION GLOBALE/PHASE DE LA DÉPENSE ET PAR ADMINISTRATION À FIN SEPTEMBRE 2022 (EN MDS DE GNF)	40
TABLEAU 19: EXÉCUTION GLOBALE DES DÉPENSES/ ADMINISTRATION ET GRANDES NATURES (BASE ENGAGEMENT) À FIN SEPTEMBRE 2022 (EN MDS DE GNF)	42
TABLEAU 20: EXÉCUTION GLOBALE DES DÉPENSES/ ADMINISTRATION ET GRANDES NATURES (BASE PAIEMENT) À FIN SEPTEMBRE 2022 EN MDS DE GNF	44
TABLEAU 21: ÉTAT D'EXÉCUTION DES SUBVENTIONS ET TRANSFERTS HORS COLLECTIVITÉS EN MDS DE GNF	47
TABLEAU 22: SITUATION RÉSUMÉE DES OPÉRATIONS BUDGÉTAIRES DE L'ÉTAT (EN MDS DE GNF)	49

LISTE DES GRAPHIQUES

FIGURE 1 : ANALYSE DE LA RÉALISATION DES RECETTES	11
FIGURE 2 : RÉPARTITION DES RECETTES MOBILISÉES PAR RÉGIE À FIN SEPTEMBRE 2022	14
FIGURE 3: ANALYSE GLOBALE DES DÉPENSES PAR TITRE À FIN SEPTEMBRE 2022	25

INTRODUCTION

Dans le cadre de la promotion de la transparence budgétaire, le cadre de gestion des finances publiques adopté en 2012 prévoit à l'article 77 de la Loi Organique L/2012/n°012/CNT du 6 août 2012 relative aux Lois de Finances et à l'article 17 du décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant Cadre de gouvernance des finances publiques, l'élaboration des rapports trimestriels sur l'exécution du budget destinés à l'Organe législatif et mis à la disposition du public.

Ces rapports restituent la manière dont l'autorisation parlementaire est exécutée tant en matière de recettes que de dépenses et font apparaître notamment le rythme de mobilisations des recettes et des ressources de financement, ainsi que celui d'exécution des dépenses et des charges de financement.

A cet effet, conformément à ses attributions, le Ministère du Budget a inscrit cette pratique dans son programme d'activités, afin de permettre :

- au Gouvernement de suivre l'exécution de la politique budgétaire en cours d'année et;
- à l'Organe législatif et aux citoyens d'en être pleinement informés.

Cela permet de nourrir le débat sur la gouvernance publique, le bon emploi des fonds publics et de prendre des mesures correctives en cours d'année ou pour les budgets ultérieurs.

Rappel des principaux objectifs de la politique budgétaire

Les projections budgétaires révisées pour 2022 tablent sur un taux de croissance économique de 5,1% du PIB, un taux d'inflation moyen de 10,2%, un taux de pression fiscale de 14,01% et un taux de change de 8 800 GNF pour un Dollar.

Le tableau 1 ci-dessous présente l'exécution des dépenses par grande masse à fin septembre 2022.

Tableau 1 : Exécution par grande masse à fin septembre 2022 de la LFR sur la base des prises en charge comptables (en Mds de GNF)

Grandes masses	LFR 2022(1)	Prévision fin septembre 2022 (2)	Réalisation septembre 2022(3)	Taux (3/1)
Recettes	26 292,78	19 165,08	17 919,00	68,15%
Dépenses courantes	19 104,08	14 328,06	12 638,34	66,16%
Dépenses d'investissement	11 562,60	8 671,95	4 314,15	37,31%
Solde de base dons exclus	-883,30	-662,48	2 826,82	-320%
Solde de base dons exclus en % du PIB	-0,53%	-0,40%	1,64%	-306,52%

Source : TOFE 2022

Contexte économique et budgétaire

L'exécution du budget à fin septembre 2022 est intervenue dans un contexte caractérisé par les principaux éléments suivants :

- la mise en œuvre des mesures de refondation de l'État à travers plusieurs initiatives dont l'assainissement du Fichier Général de l'Administration, la moralisation de la gestion publique (la Cour de Répression des Infractions Economiques et Financières), ... ;
- le conflit Russo-Ukrainien avec ses conséquences en termes de renchérissement des produits énergétiques et alimentaires ;
- la baisse des flux du commerce international ;
- les exonérations accordées sur certains produits de première nécessité pour préserver le pouvoir d'achat des ménages guinéens ;
- la hausse du prix du baril à l'international ;
- le paiement partiel des arriérés de 2021 ;
- le remaniement partiel du Gouvernement ;
- l'adoption de la loi de finances rectificative.

Le compte rendu de l'exécution budgétaire à fin septembre 2022 s'articule autour de quatre points ci-après :

- I. Situation de mobilisation des recettes budgétaires ;
- II. Situation d'exécution des dépenses budgétaires ;
- III. Solde budgétaire ;
- IV. Opérations de financement.

I - SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

I.1-Analyse de l'exécution globale des recettes

L'exécution globale des recettes du budget à fin septembre 2022, se situe à 17 896,37 Mds de GNF sur un objectif de 19 578,72 Mds de GNF, soit un taux de réalisation de 91,41%.

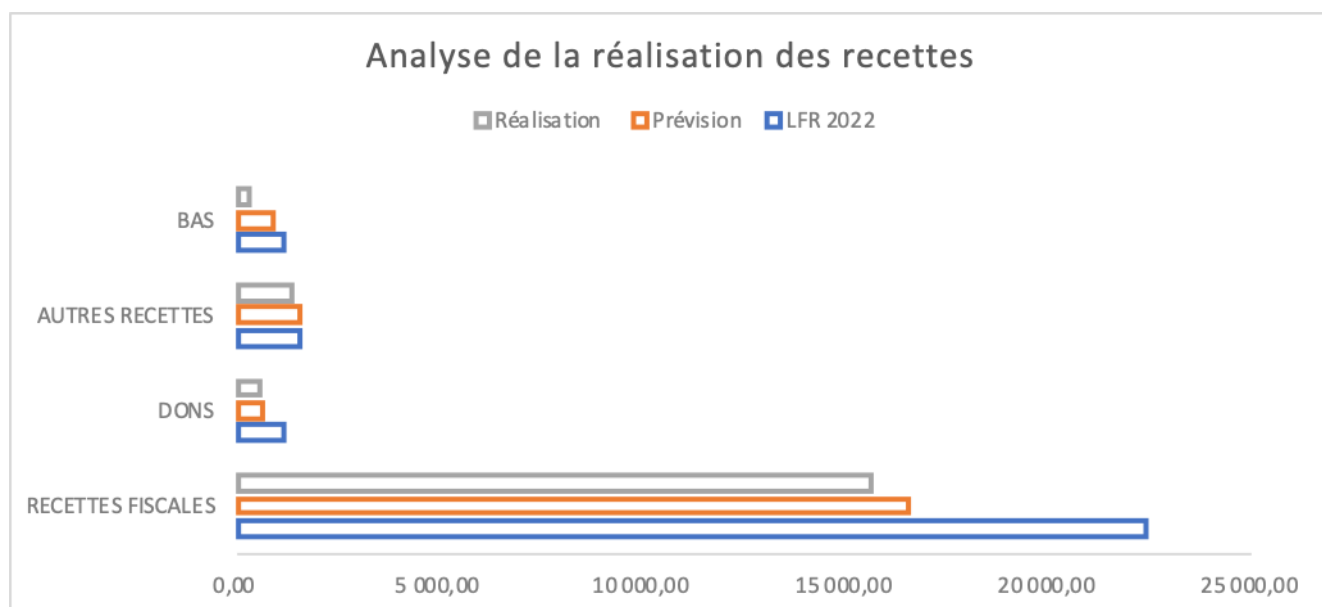
Les recettes ainsi mobilisées se répartissent en recettes fiscales hors BAS pour 15 644,45 Mds de GNF (87,58%), en dons, legs et fonds de concours pour 585,66 Mds de GNF (3,27%), les autres recettes pour 1 349,41 Mds de GNF (7,54%), les ressources BAS hors FCE pour 285,41 Mds de GNF (1,59%) et les ressources FCE pour 31,45 Mds de GNF (0,18%).

Tableau 2 : réalisation des recettes à fin septembre 2022 (en Mds de GNF)

Libellés	Situation à fin septembre 2022				
	LFR 2022 (1)	Prévision (2)	Réalisation (3)	Taux (3/2)	Part
1 RECETTES FISCALES	22 415,08	16 527,99	15 644,45	94,65%	87,42%
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 152,37	617,51	585,66	94,84%	3,27%
3 AUTRES RECETTES	1 556,88	1 556,88	1 349,41	86,67%	7,54%
Total budget général	25 124,33	18 702,38	17 579,52	94,00%	98,23%
BAS	1 168,45	876,34	316,86	36,16%	1,77%
Ressources fiscales BAS hors FCE	839,43	629,57	285,41	45,33%	1,59%
FCE	329,02	246,77	31,45	12,74%	0,18%
Total général yc BAS	26 292,78	19 578,72	17 896,38	91,41%	100,00%

Sources : régies de recettes

Figure 1 : Analyse de la réalisation des recettes



1.2 Analyse des réalisations par nature de recettes

1.2.1 Recettes fiscales

Les recettes fiscales hors BAS ont atteint 15 644,45 Mds de GNF, soit une réalisation de 94,65% par rapport à l'objectif de la période fixé à 16 527,99 Mds de GNF. Ce niveau de réalisation concerne essentiellement les impôts sur les biens et services pour 7 481,34 Mds de GNF, les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 3 681,61 Mds de GNF, les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 3 625,21 Mds de GNF, les impôts sur les salaires et la main d'œuvre pour 282,58 Mds de GNF, les autres recettes fiscales pour 59,22 Mds de GNF et les impôts sur le patrimoine pour 39,59 Mds.

S'agissant des ressources des budgets d'affectation spéciale provenant de ces recettes fiscales, elles ont été mobilisées à hauteur de 285,41 Mds de GNF et concernent le Fonds National de Développement Local (FNDL) pour 153,93 Mds de GNF, le Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECCON) pour 125,88 Mds de GNF dont la gestion est assurée par l'ANAFIC et le Fonds d'Investissement Minier (FIM) pour 5,60 Mds de GNF.

Le tableau ci-dessous indique les parts et taux de réalisation des recettes fiscales par catégorie à fin septembre 2022.

Tableau 3: réalisation des recettes fiscales par catégorie

Libellés	LFR 2022 (1)	Prévision (2)	Réalisation (3)	Taux (3/2)
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BÉNÉFICES ET GAINS EN CAPITAL	5 601,85	3 651,10	3 681,61	100,84%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	280,00	155,17	282,58	182,11%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	73,44	25,20	39,59	157,09%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	10 879,55	8 666,44	7 481,34	86,33%
15 IMPÔTS SUR LE COMMERCE EXTÉRIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	4 788,85	3 815,26	3 625,21	95,02%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	68,75	50,90	59,22	116,33%
(1) TOTAL RECETTES FISCALES	21 693,44	16 364,08	15 169,55	92,70%
Redevance Entretien Routier (RER)	722,63	546,56	507,32	92,82%
(2) TOTAL RECETTES FISCALES yc RER	22 416,07	16 910,63	15 676,88	92,70%
Autres Comptes à Recevoir (Ex clos ACR)	209,23	246,93	252,98	102,45%
(3) TOTAL RECETTES FISCALES yc ACR	22 625,30	17 157,57	15 929,86	92,84%

Source : régies de recettes

1.2.2 Dons, Legs et Fonds de concours

Sur une prévision en Loi de Finances Rectificative de 1 481,39 Mds de GNF, il a été mobilisé 617,11 Mds de GNF, soit 41,66%. Cette réalisation concerne les dons projets et programmes pour 585,66 Mds de GNF et les appuis budgétaires au titre du fond commun de l'éducation pour 31,45 Mds de GNF.

Il est à indiquer que ces appuis budgétaires sont mobilisés auprès des partenaires au développement (Agence Française de Développement, UNICEF et Programme Mondial pour l'Éducation) en faveur du Fonds Commun de l'Éducation.

Tableau 4 : Mobilisation des dons à fin septembre 2022 (En Mds de GNF)

Libellés	Situation à fin septembre 2022			
	LFR 2022 (1)	Prévision fin septembre 2022 (2)	Réalisation septembre 2022 (3)	Taux (3/1)
2 DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS yc FCE	1 481,39	111,04	617,11	41,66%
DONS PROJETS ET PROGRAMMES	1 074,34	805,75	585,66	54,51%
DONS APPUI BUDGETAIRE yc FCE	407,05	305,29	31,45	7,73%
Total général	1 481,39	111,04	617,11	41,66%

Sources : TOFE / DGB

1.2.3 Autres recettes

Pour cette nature de recettes, il a été réalisé à fin septembre 2022, un montant de 1 349,41 Mds de GNF sur une prévision de la période de 1 556,88 Mds de GNF, soit un taux de 86,67%. Cette réalisation provient de la contribution des :

- recettes diverses pour 700,07 Mds de GNF (51,88%) ;
- revenus de la propriété pour 528,91 Mds de GNF (39,20%);
- ventes de biens et services pour 120,23 Mds de GNF (9,91%);
- amendes, pénalités et confiscations pour 0,20 Md de GNF (0,02%).

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie et taux d'exécution.

Tableau 5: Réalisation Autres recettes à fin septembre 2022 (en Mds de GNF)

Libellés	LFR 2022(1)	Prévision 2022 (2)	Réalisation 2022 (3)	Taux (3/2)
3 AUTRES RECETTES	1 556,88	1 556,88	1 349,41	86,67%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	735,91	735,91	528,91	71,87%
312 Dividendes	735,91	735,91	528,91	71,87%
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	131,64	131,64	120,23	91,33%
321 Ventes des établissements marchands	16,60	16,60	18,96	114,19%
322 Droits et frais administratifs	115,03	115,03	101,27	88,03%
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0,00	0,00	0,00	NA
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	0,00	0,00	0,20	NA
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	0,00	0,00	0,20	NA
35 RECETTES DIVERSES	689,32	689,32	700,07	101,56%
351 Recettes diverses	689,32	689,32	700,07	101,56%
Total général	1 556,88	1 556,88	1 349,41	86,67%

Source : DGT-CP

1.2.5 Analyse des recettes minières

A fin septembre 2022, la mobilisation des recettes minières se chiffre à 2 915 Mds de GNF contre une prévision de la période de 3 071,79 Mds de GNF, soit 94,90%. Ces recettes mobilisées concernent :

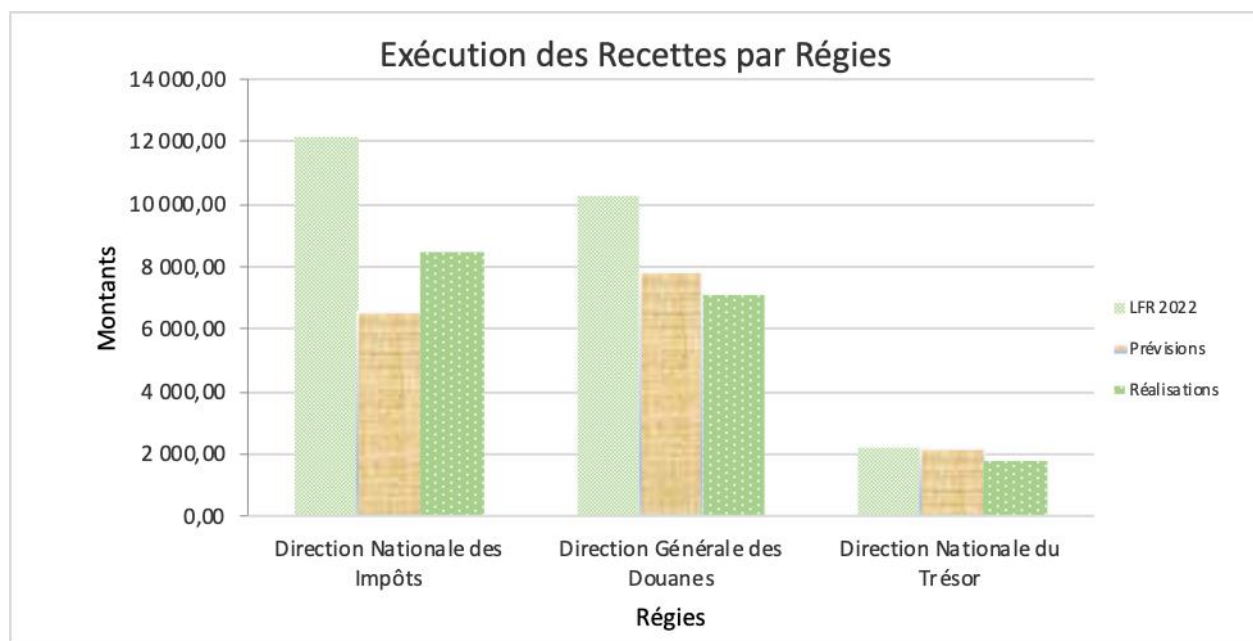
- les impôts sur les sociétés minières.....383,78 Mds de GNF (13,17%) ;
- la taxe minière à l'extraction1 096,45 Mds de GNF (37,61%) ;
- le droit fiscal à la sortie.....1 378,27 Mds de GNF (47,28%) ;
- les recettes minières non fiscales.....56,49 Mds de GNF (1,94%).

Les recettes minières non fiscales sont composées des redevances des comptoirs, des acheteurs et collecteurs de diamant et des redevances d'exploitation minières.

1.3 Analyse de la réalisation des recettes par régie

Sur un objectif à fin septembre 2022 de 18 714,44 Mds de GNF, les régies financières ont mobilisé un montant de 17 314,21 Mds de GNF, soit une réalisation de 92,52%. Cette réalisation provient de la Direction Générale des Impôts pour 8 494,53 Mds de GNF (49,06%), de la Direction Générale des Douanes pour 7 058,47 Mds de GNF (40,77%) et de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique pour 1 761,21 Mds de GNF (10,17%).

Figure 2 : répartition des recettes mobilisées par Régie à fin septembre 2022



○ **Direction Générale des Douanes (DGD)**

A fin septembre 2022, la Direction Générale des Douanes a mobilisé 7 058,47 Mds de GNF contre une prévision de 7 805,51 Mds de GNF, soit un taux de réalisation de 90,43%. Ce niveau de mobilisation provient essentiellement des impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 3 625,21 Mds de GNF (51,36%), des impôts sur les biens et services pour 2 767,36 Mds de GNF (39,21%) et des autres comptes à recevoir appelés encore « recouvrements sur exercice clos » pour 158,58 Mds de GNF (2,25%).

Il convient de noter que les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales concernent principalement les droits de douanes et autres droits à l'importation pour 61,98% et les taxes à l'exportation pour 38,02%.

En ce qui concerne les impôts sur les biens et services, le niveau de réalisation provient essentiellement des impôts généraux sur les biens et services pour 2 615,91 Mds de GNF et des accises pour 151,46 Mds de GNF.

Cependant, les contreperformances constatées au niveau des recettes douanières s'expliquent par la subvention sur le prix du carburant pour un montant de 2 079,45 Mds de GNF et les exonérations appliquées sur certains secteurs d'activités notamment la diplomatie, le déménagement et effets personnels, le code des investissements, le code minier, les conventions particulières, les dons et aides, les protocoles, les accords et conventions et les produits originaires de la CEDEAO pour un montant de 3 886,77 Mds de GNF.

Le tableau n°6 relatif à la mobilisation des recettes douanières se présente comme suit :

Tableau 6: Recettes collectées par la DGD à fin septembre 2022 (en Mds de GNF)

Libellés	LFR 2022(1)	Prévision fin septembre 2022 (2)	Réalisation septembre 2022(3)	Taux (3/2)	Part
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	4 140,72	3 206,22	2 767,36	86,31%	39,21%
141 Impôts généraux sur les biens et services	3 834,45	2 928,19	2 615,91	89,34%	94,53%
14110 Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	3 834,45	2 928,19	2 615,91	89,34%	94,53%
1411002 TVA à l'importation	3 625,95	2 791,66	2 453,51	87,89%	88,66%
1411003 TVA sur FINEX	208,51	136,53	162,39	118,95%	5,87%
142 Les accises	306,26	278,02	151,46	54,48%	5,47%
14210 Droits d'accises	170,92	132,01	148,92	112,81%	98,33%
14211 Taxe spécifique sur les produits pétroliers	135,34	146,01	2,54	1,74%	1,67%
15 IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	5 183,65	3 815,26	3 625,21	95,02%	51,36%
151 Droits de douanes et autres droits à l'importation	3 129,60	2 404,00	2 246,94	93,47%	61,98%
15110 Droit fiscal à l'Importation	2 527,08	1 944,60	1 740,50	89,50%	77,46%
15111 Droit de Magasinage	2,40	2,07	0,99	47,94%	0,04%
15112 Taxe d'Entreposage	77,58	54,64	85,32	156,16%	3,80%
15113 Redevances de liquidation	436,75	334,12	357,17	106,90%	15,90%
15114 Produit de Ventes aux Enchères	18,49	14,19	10,68	75,26%	0,48%
15115 Taxe Enregistrement Douane	25,50	21,49	19,60	91,22%	0,87%
15116 Taxes conjoncturelles de protection	21,69	18,25	17,95	98,36%	0,80%
15118 Amendes et confiscations douanières	15,07	10,45	10,66	101,96%	0,47%
15119 Redevances de prestation administratives	5,03	4,18	4,06	97,07%	0,18%
152 Taxes à l'exportation	2 054,05	1 411,26	1 378,27	97,66%	38,02%
15210 Taxes à l'exportation sur les substances autres minières	1 754,76	1 405,61	1 374,28	97,77%	99,71%
15213 Droit fiscal à la Sortie	299,30	5,65	3,98	70,48%	0,29%
Total	9 324,37	7 021,47	6 392,57	91,04%	90,57%
Autres Comptes à Recevoir (Ex clos)	196,62	237,48	158,58	66,78%	2,25%
RER	722,63	546,56	507,32	92,82%	7,19%
Total yc RER et Autre compte	10 243,62	7 805,51	7 058,47	90,43%	100,00%

Source : DGD

○ **Direction Générale des Impôts (DGI)**

La réalisation des recettes de la Direction Générale des Impôts à fin septembre 2022 se chiffre à 8 494,53 Mds de GNF sur un objectif de 8 713,06 Mds de GNF, soit une mobilisation de 97,49% et une moins-value de 218,53 Mds de GNF. Cette moins-value s'explique par les manques à gagner enregistrés sur les impôts sur les biens et services pour 484,10 Mds de GNF.

Toutefois, cette moins-value a été atténuée par des plus-values constatées au niveau des impôts sur les salaires et la main d'œuvre pour 127,41 Mds de GNF, des impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 30,51 Mds de GNF, des impôts sur le patrimoine pour 14,39 Mds de GNF et des autres recettes fiscales pour 8,31 Mds de GNF.

Le tableau 7 ci-dessous présente les recettes mobilisées par la DGI.

Tableau 7 : Situation des recettes collectées par la DGI à fin septembre 2022 (en Mds de GNF)

Libellés	Situation à fin septembre 2022				Part
	LFR 2022(1)	Prévision fin septembre 2022 (2)	Réalisation (3)	Taux (3/2)	
1 RECETTES FISCALES	12 111,27	8 703,60	8 400,13	96,51%	98,89%
11 IMPÔTS SUR LES REVENUS, LES BÉNÉFICES ET GAINS EN CAPITAL	4 313,11	3 651,10	3 681,61	100,84%	43,34%
111 Impôts sur les revenus des personnes physiques	1 820,00	1 384,33	1 133,14	81,85%	30,78%
112 Impôts sur les bénéfices des Sociétés et autres entreprises	2 493,11	2 266,77	2 548,48	112,43%	69,22%
12 IMPÔTS SUR LES SALAIRES ET LA MAIN D'ŒUVRE	280,00	155,17	282,58	182,11%	3,33%
121 Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	280,00	155,17	282,58	182,11%	100,00%
13 IMPÔTS SUR LE PATRIMOINE	73,44	25,20	39,59	157,09%	0,47%
131 Impôts sur la propriété immobilière	36,93	12,89	39,19	304,09%	98,99%
132 Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	36,51	12,31	0,40	3,23%	1,02%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	7 375,97	4 821,22	4 337,13	89,96%	51,06%
141 Impôts généraux sur les biens et services	5 324,69	2 190,62	2 121,71	96,85%	48,92%
142 Les accises	51,50	36,50	40,46	110,87%	0,93%
143 Impôts sur les services déterminés	457,59	294,76	169,31	57,44%	3,90%
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	1 542,20	2 299,34	2 005,65	87,23%	46,24%
16 AUTRES RECETTES FISCALES	68,75	50,90	59,22	116,33%	0,70%
161 Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	68,75	50,90	59,22	116,33%	100,00%
Total	12 111,27	8 703,60	8 400,13	96,51%	98,89%
Autres Comptes à Recevoir (Ex clos)	12,61	9,46	94,40	998,24%	1,11%
Total YC Autres comptes à recevoir (Ex clos)	12 123,88	8 713,06	8 494,53	97,49%	100,00%

Source : DGI

○ **Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)**

A fin septembre 2022, la recette centrale du Trésor a encaissé 1 761,21 Mds de GNF sur un objectif de 2 195,88 Mds de GNF, soit une réalisation de 80,21%. Ces encaissements concernent les recettes fiscales pour 376,85 Mds de GNF, les autres recettes pour 1 349,41 Mds de GNF et la cession d'actif pour 34,94 Mds de GNF

L'exécution des recettes fiscales porte uniquement sur les impôts sur les biens et services.

Quant aux autres recettes, la mobilisation est tirée essentiellement par :

- ✓ Les recettes diverses pour 700,07 Mds de GNF (les recettes exceptionnelles 661,17 Mds de GNF au titre du ticket d'entrée versé par la société SIMANDOU, les recettes en atténuation des dépenses 28,72 Mds de GNF et les ristournes sur les recettes de jeux 10,18 Mds de GNF) ;
- ✓ Le revenu de la propriété porte uniquement sur les dividendes pour 528,91 Mds de GNF (Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG) 354,57 Mds de GNF et les autres sociétés 174,34 Mds de GNF);
- ✓ La vente des biens et services pour 120,23 Mds de GNF.

Le tableau 8 ci-dessous présente les recettes mobilisées par la DGTCP.

**Tableau 8 : Exécution des recettes collectées par la DGTCP à fin septembre 2022
(en Mds de GNF)**

Libellés	LFR 2021(1)	Prévision fin septembre 2022 (2)	Réalisation septembre 2022(3)	Taux (3/1)
1 RECETTES FISCALES	658,30	639,00	376,85	58,98%
14 IMPÔTS SUR LES BIENS ET SERVICES	658,30	639,00	376,85	58,98%
141 Impôts généraux sur les biens et services	0,00	0,00	0,00	NA
14111 Taxes sur la vente de produits miniers	0,00	0,00	0,00	NA
1411101 Taxes sur la vente de bauxites	0,00	0,00	0,00	NA
1411104 Taxes sur la vente de pierres précieuses	0,00	0,00	0,00	NA
144 Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	658,30	639,00	376,85	58,98%
14417 Redevances sociétés de pêche	77,23	77,23	82,98	107,44%
14418 Redevance comptoirs acheteurs collecte. (diamant)	7,87	6,69	5,36	80,09%
14419 Redevances exploitation minières	120,80	102,68	51,13	49,80%
Permis d'importation et d'exportation de Marchandises (DDI-DDE)	140,15	140,15	109,87	78,40%
14422 Redevances Téléphone Mobile GSM	312,05	312,05	127,50	40,86%
14425 Redevances chasses et faune	0,20	0,20	0,01	4,19%
3 AUTRES RECETTES	1 556,88	1 556,88	1 349,41	86,67%
31 REVENU DE LA PROPRIETE	735,91	735,91	528,91	71,87%
312 Dividendes	735,91	735,91	528,91	71,87%
31210 Dividendes perçus	735,91	735,91	528,91	71,87%

Libellés	LFR 2021(1)	Prévision fin septembre 2022 (2)	Réalisation septembre 2022(3)	Taux (3/1)
32 VENTE DE BIENS ET SERVICES	131,64	131,64	120,23	91,33%
321 Ventes des établissements marchands	16,60	16,60	18,96	114,19%
32110 Locations d'actifs produits	0,39	0,39	0,27	69,40%
32111 Locations d'actifs non produits	16,22	16,22	18,69	115,25%
32111 Redevances domaniales	0,00	0,00	0,00	NA
322 Droits et frais administratifs	115,03	115,03	101,27	88,03%
32211 Frais judiciaires	0,94	0,94	1,05	111,83%
32212 Recettes Consulaires	0,60	0,60	0,00	0,00%
32222 ventes de passeports	31,01	31,01	39,55	127,54%
32214 Visa d'entrée sur le sol Guinéen	27,81	27,81	20,41	73,42%
32214 Cartes de séjour étrangers résidents	1,47	1,47	0,97	66,14%
32216 Droits et Frais de cartes nationale d'identité	3,16	3,16	1,38	43,84%
32217 Vente de documents administratifs (valeurs et titres)	3,99	3,99	3,24	81,01%
32219 Droits Topographiques	1,28	1,28	2,08	162,21%
32223 Permis de conduire	1,60	1,60	4,59	287,45%
32220 Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	43,18	43,18	27,44	63,55%
32221 Autres droits et frais administratifs	0,00	0,00	0,56	NA
323 Ventes résiduelles des établissements non marchands	0,00	0,00	0,00	NA
32310 Frais et Droits d'inscription aux examens et concours	0,00	0,00	0,00	NA
33 AMENDES, PENALITES ET CONFISCATIONS	0,00	0,00	0,20	NA
331 Amendes, Pénalités et Confiscations	0,00	0,00	0,20	NA
33110 Amendes judiciaires	0,00	0,00	0,00	NA
3311100 Amendes Polices routières	0,00	0,00	0,00	NA
33112 Amendes Gendarmerie routière	0,00	0,00	0,02	NA
33113 Amendes Pêche	0,00	0,00	0,18	NA
33114 Pénalité de retard sur les marchés administratifs	0,00	0,00	0,00	NA
35 RECETTES DIVERSES	689,32	689,32	700,07	101,56%
351 Recettes diverses	689,32	689,32	700,07	101,56%
35110 Recettes sur prestations sportives	0,00	0,00	0,00	NA
35111 Ristournes sur les droits d'auteurs	0,00	0,00	0,00	NA
35112 Ristournes sur les recettes des jeux	28,20	28,20	10,18	36,10%
35113 Recettes en atténuation des dépenses	0,00	0,00	28,72	NA
35114 Recettes Exceptionnelles	661,12	661,12	661,17	100,01%
Total DNTCP1	2 215,18	2 195,88	1 726,27	78,61%
Total DNTCP2	0,00	0,00	34,94	NA
Cession d'actif, consignation et fonds de concours	0,00	0,00	34,94	NA
Total DNTCP yc CADASTRE	2 215,18	2 195,88	1 761,21	80,21%

Source : TDB/DGTCP

II - SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires à fin septembre 2022 porte sur les aspects suivants :

- Analyse globale des dépenses ;
- Situation des mouvements de crédits ;
- Analyse des dépenses par titre ;
- Dépenses du plan de riposte de la COVID-19 ;
- Situation des restes à payer ;
- Situation des délégations de crédits.

II-1 Analyse globale des dépenses

Les dépenses payées, y compris FINEX, à fin septembre 2022 se chiffrent à 14 063,56 Mds de GNF sur une prévision du plan d'engagement de 18 347,83 Mds de GNF, soit un taux de 76,65%. Cette exécution comparée à celle du troisième trimestre 2021 de 13 642,46 Mds de GNF dégage un accroissement de 3,09%.

Les dépenses engagées ont atteint 14 943,51 Mds de GNF dont 78,95% ont fait objet de paiement.

Les dépenses budgétaires payées hors financement extérieur se chiffrent à 11 797,80 Mds de GNF, soit 64,30% d'exécution par rapport à la prévision du plan d'engagement de 18 347,83 Mds de GNF. Elles se décomposent en dépenses courantes pour 10 725,61 Mds de GNF (90,91%) et en dépenses d'investissement pour 1 072,19 Mds de GNF (9,09%).

Au titre de ces dépenses d'investissement hors FINEX, il a été payé au compte des BAS FNDL et FODECCON un montant de 15,55 Mds de GNF. Ces paiements ont porté sur les dépenses de personnel pour 7,48 Mds de GNF dont 4,59 Mds de GNF en faveur du FNDL et 2,88 Mds de GNF pour le FODECCON, les dépenses de biens et services pour 1,90 Mds de GNF et les dépenses de transfert en faveur de 337 Agents de Développement Local pour 6,17 Mds de GNF.

Sur la base de prises en charge comptables, les dépenses y compris FINEX se chiffrent à 16 952,49 Mds de GNF¹.

Le tableau 9 ci-dessous présente l'exécution des dépenses par titre à fin septembre 2022.

¹ Il convient de préciser que les informations des dépenses base prise en charge comptable proviennent du tableau de bord des finances publiques.

**Tableau 9 : Exécution globale/grandes natures et phases de la dépense publique
hors FINEX**

Libellés	LFR	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement	Engagements		Paielements		Part
					sept-22	Tx 2022	sept-22	Tx 2022	
Charges Financières de La Dette	731,69	-535,68	196,01	842,41	660,98	78,46%	660,98	78,46%	5,60%
Dépenses de Personnel	7 125,72	282,78	7 408,50	5 201,97	5 043,93	96,96%	4 656,57	89,52%	39,47%
Dépenses de Biens Et Services	3 449,51	125,09	3 574,60	2 335,87	1 892,47	81,02%	1 336,11	57,20%	11,33%
Dépenses de Transfert	7 797,16	-133,67	7 663,49	5 739,39	5 235,28	91,22%	4 071,95	70,95%	34,51%
Dépenses d'Investissement	7 112,34	322,20	7 434,54	4 228,20	2 110,85	49,92%	1 072,19	25,36%	9,09%
TOTAL	26 216,42	60,72	26 277,14	18 347,83	14 943,52	81,45%	11 797,80	64,30%	100%

Sources : DGB, DNSI

II -1-1 Situation des modifications de crédits

Le solde des modifications de crédits opérées au cours du troisième trimestre 2022 se chiffre à 60,72 Mds de GNF. Ces mouvements de crédits se décomposent en ouvertures de crédits pour 4 820,09 Mds de GNF et en annulations de crédits pour 4 759,36 Mds de GNF.

Ce solde s'explique par le Décret d'avance pour la réhabilitation des centres de formation professionnelle, la prise en charge des frais d'assurances des véhicules du garage du gouvernement, des frais de participation des équipes nationales dans les compétitions africaines et le complément du financement du Hadj 2022.

Le tableau n°10 ci-dessous récapitule les mouvements de crédits par Ministère et Institution à fin septembre 2022.

Tableau 10 : Situation des modifications de crédits à fin septembre 2022 (en Mds de GNF)

Sections	Ministères/Institutions	LFR	Modifications			Crédits actuels
			Ouverture	Annulation	Solde	
01	Présidence de la République	668,73	82,99	65,01	17,98	686,70
02	Primature	68,86	2,89	21,89	-19,00	49,86
03	Ministère de délégué à la Présidence chargé de la Défense Nationale	3 887,96	433,70	23,09	410,61	4 298,57
04	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	1 116,55	304,48	340,13	-35,65	1 080,90
05	Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	632,41	88,11	18,03	70,08	702,49
06	Garde des Sceaux, Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	317,49	17,44	14,54	2,91	320,40
07	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger	495,55	92,28	29,49	62,79	558,34
09	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	1 445,98	84,39	68,62	15,78	1 461,76

Sections	Ministères/Institutions	LFR	Modifications			Crédits actuels
			Ouverture	Annulation	Solde	
10	Ministère du Travail et de la Fonction Publique	118,49	40,85	35,00	5,86	124,35
11	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	655,78	54,82	132,11	-77,29	578,49
12	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	111,88	35,96	22,30	13,66	125,54
13	Ministère des Mines et de la Géologie	221,62	139,32	0,76	138,56	360,18
14	Ministère des Infrastructures et des Transports	1 680,71	749,24	1 216,78	-467,54	1 213,17
15	Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire	569,26	448,93	158,00	290,93	860,19
16	Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	146,92	26,08	36,02	-9,94	136,98
18	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	1 732,09	207,44	519,62	-312,18	1 419,91
19	Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables	181,30	33,26	59,96	-26,70	154,60
20	Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation	1 977,59	302,37	27,99	274,37	2 251,97
21	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	255,76	83,68	30,11	53,56	309,32
22	Ministère de la Communication et de l'Information	118,00	46,66	13,93	32,73	150,72
23	Ministère de la Jeunesse et des Sports	404,10	453,83	193,18	260,65	664,75
24	Conseil National de la Transition	178,22	69,78	0,00	69,78	248,00
25	Cour Suprême	61,51	2,00	2,00	0,00	61,51
26	Haute Autorité de la Communication	16,75	0,00	0,00	0,00	16,75
28	Secrétariat Général du Gouvernement	30,54	9,50	8,13	1,37	31,91
30	Secrétariat Général aux Affaires Religieuses	94,48	54,93	13,14	41,79	136,28
31	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	224,93	9,74	60,96	-51,22	173,71
33	Grande Chancellerie des Ordres Nationaux Guinée	16,22	0,00	0,44	-0,44	15,78
34	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	1 102,20	171,40	112,03	59,37	1 161,57
35	Administration et Contrôle des Grands Projets	86,39	0,00	2,27	-2,27	84,12
36	Ministère de l'Energie, de l'hydraulique et des hydrocarbures	4 223,92	156,70	613,36	-456,67	3 767,26
37	Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Economie Numérique	116,31	76,37	65,18	11,19	127,50
43	Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat	137,26	39,55	3,60	35,96	173,22
46	Secrétariat Général à la Présidence Chargé des Services Spéciaux, de la Lutte Contre La Drogue et le Crime Organisé	15,61	15,61	0,00	15,61	31,22
64	Ministère du Budget	125,12	16,48	70,13	-53,65	71,47
73	Cour des Comptes	57,07	0,00	0,00	0,00	57,07
99	Dépenses Communes	2 922,86	469,30	781,57	-312,27	2 610,59
Total		26 216,42	4 820,09	4 759,36	60,72	26 277,14

Sources : DGB/DNSI

II -1-2 Analyse des dépenses par titre

Dépenses courantes

Sur un objectif de 14 119,63 Mds de GNF prévu dans le plan d'engagement du troisième trimestre 2022, les dépenses courantes (les charges financières de la dette, les dépenses de personnel, les dépenses de biens et services et les dépenses de transfert) ont été exécutées à hauteur de 10 725,61 Mds de GNF, soit un taux de 75,96%.

Ce niveau d'exécution se décline par titre comme suit :

- **Titre I : Charges financières de la dette**

Sur une prévision à fin septembre de 842,41 Mds de GNF, les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 660,98 Mds de GNF, soit 78,46%.

Elles se répartissent en intérêt de la dette intérieure pour 480,77 Mds de GNF et en intérêt de la dette extérieure pour 180,21 Mds de GNF.

L'exécution des intérêts de la dette intérieure porte sur les découverts exceptionnels pour 324,43 Mds de GNF et les intérêts sur emprunts obligataires pour 156,34 Mds de GNF.

La situation des intérêts de la dette extérieure se répartit ainsi qu'il suit par bailleur :

- ✓ Bilatéraux Club de Paris.....2,20 Mds de GNF ;
- ✓ Bilatéraux Hors Club de Paris..... 87,19 Mds de GNF ;
- ✓ Organisations Internationales.....90,82 Mds de GNF.

Titre II : Dépenses de personnel

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de 4 656,57 Mds de GNF contre une prévision du plan d'engagement de 5 201,97 Mds de GNF, soit 89,52% et se décompose en traitements et salaires en espèces pour 4 303,47 Mds de GNF et traitements et salaires en nature pour 353,10 Mds de GNF.

a) Les traitements et salaires en espèces concernent les :

- Salaires fonctionnaires et contractuels permanents pour2 553,28 Mds GNF ;
- Salaires et traitements militaires pour1 385,99 Mds GNF ;
- Salaires et traitements contractuels temporaires pour.....205,16 Mds GNF ;
- Rémunérations particulières pour81,81 Mds GNF ;
- Rémunérations des Institutions Républicaines pour71,42 Mds GNF ;
- Salaires et traitements projets pour5,81 Mds GNF.

- b) Les traitements et Salaires en nature concernent essentiellement les agents des forces de défense et de sécurité et certains agents de la fonction publique.

Sur le total des dépenses de personnel engagé, il reste 8,62 Mds de GNF en instance de paiement au Trésor².

• Titre III : Dépenses de biens et services

Les dépenses de biens et services ont été payées à hauteur de 1 336,11 Mds de GNF contre un objectif de 2 335,87 Mds de GNF de la période, soit un taux d'exécution de 57,20%.

Ces paiements concernent les rubriques ci-après :

- ✓ dépenses diverses.....539,26 Mds de GNF (40,36%)³ ;
- ✓ achat de carburant et lubrifiant.....243,43 Mds de GNF (18,22%) ;
- ✓ fourniture de services.....155,66 Mds de GNF (11,65%);
- ✓ achat de fournitures et biens spécifiques.....127,76 Mds de GNF (9,56%) ;
- ✓ frais de déplacement.....91,78 Mds de GNF (6,87%) ;
- ✓ Consommation eau, électricité et télécom ...89,06 Mds de GNF (6,67%) ;
- ✓ achat de fournitures biens courant.....39,55 Mds de GNF (2,96%) ;
- ✓ Frais de représentation et de manif.....25,55 Mds de GNF (1,91%) ;
- ✓ Entretien et réparation.....24,06 Mds de GNF (1,80%).

Les dépenses de biens et services prises en charge par les comptables publics se situent à 2 277,63 Mds de GNF.

• Titre IV : Dépenses de transfert

Les dépenses de transfert ont été payées à hauteur de 4 071,95 Mds de GNF sur un objectif à fin septembre de 5 739,39 Mds de GNF, soit un taux d'exécution de 70,95%.

Sur la base des prises en charge comptables, les dépenses de transfert se sont établies à 4 886,12 Mds de GNF dont 2 657,11 Mds de GNF en faveur du secteur de l'électricité.

Par ailleurs, les dépenses de transfert engagées de la période se chiffrent à 5 235,28 Mds de GNF, soit 35,03% du total des dépenses engagées.

• Titre V : Dépenses d'investissement

² Ces instances concernent les salaires en nature.

³ Ces dépenses sont constituées....

Les dépenses d'investissement public y compris FINEX ont été payées à hauteur de 3 337,95 Mds de GNF contre une prévision en LFR de 7 112,34 Mds de GNF, soit un taux d'exécution de 46,93%. Cette exécution concerne les dépenses d'investissement sur ressources propres pour 1 072,19 Mds de GNF (32,12%) et les dépenses sur financement extérieur pour 2 265,76 Mds de GNF (67,88%).

A fin septembre 2022, le montant cumulé des engagements des dépenses d'investissement sur ressources propres se chiffre à 2 110,85 Mds de GNF sur une prévision du plan d'engagement de 4 228,20 Mds de GNF, soit 49,92%.

Les dépenses financées sur ressources extérieures se décomposent comme décrites dans le tableau 11 ci-après.

Tableau 11 : Exécution des projets FINEX par secteur à fin septembre 2022 (en Mds GNF)

BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLICS 2021								
PREVISIONS ET EXECUTIONS DU FINANCEMENT EXTERIEUR								
PAR SECTEUR ET SOUS SECTEUR								
Nomenclature	PREVISION FINEX 2021				EXECUTION FINEX 2021			
	PRETS	DONS	TOTAL	Taux	PRETS	DONS	TOTAL	Taux
DEVELOPPEMENT RURAL	406 321,50	251 319,40	657 640,90	10%	128 609,16	29 621,30	158 230,46	17%
Agriculture	374 019,87	193 080,58	567 100,45	9%	122 652,16	28 330,80	150 982,96	18%
Élevage	0,00	7 141,41	7 141,41	0%	0,00	0,00	0,00	0%
Pêche	3 429,29	43 589,38	47 018,67	1%	0,00	0,00	0,00	0%
Forêt /Hydraulique Villageoise	28 872,34	7 508,03	36 380,37	1%	5 957,00	1 290,50	7 247,50	17%
MINES INDUSTRIE-EAU-ENERGIE	1 040 566,80	225 261,40	1 265 828,20	51%	251 008,87	151 669,33	402 678,20	26%
Mines -Géologie-Environnement	30 088,43	37 762,01	67 850,44	2%	0,00	44 614,40	44 614,40	115%
Industrie-PME-Commerce-Artisanat	39 974,04	0,00	39 974,04	2%	10 150,47	9 680,23	19 830,70	34%
Eau Urbaine	39 515,94	0,00	39 515,94	2%	5 111,20	24 061,80	29 173,00	3%
Energie	930 988,39	187 499,39	1 118 487,78	45%	235 747,20	73 312,90	309 060,10	87%
Hydraulique	0,00	0,00	0,00	0%	0,00	0,00	0,00	0%
Hôtellerie-Tourisme	0,00	0,00	0,00	0%	0,00	0,00	0,00	0%
INFRASTRUCTURES	1 421 939,50	348 426,00	1 770 365,50	31%	1 177 916,69	18 277,79	1 196 194,48	85%
Urbanisme-Habitat	0,00	42 219,95	42 219,95	1%	0,00	0,00	0,00	0%
Travaux Publics	1 421 939,50	263 181,46	1 685 120,96	29%	1 177 916,69	18 277,79	1 196 194,48	103%
Transport/Météo	0,00	43 024,60	43 024,60	1%	0,00	0,00	0,00	0%
Télécom/Postes	0,00	0,00	0,00	0%	0,00	0,00	0,00	0%
SOCIAL	178 073,70	164 575,70	342 649,40	4%	65 137,08	147 526,90	212 663,98	52%
Santé	0,00	0,00	0,00	0%	0,00	0,00	0,00	0%
Santé Publiques	178 073,70	129 208,52	307 282,22	3%	65 137,08	146 608,30	211 745,38	103%
Affaires Sociales	0,00	35 367,18	35 367,18	0%	0,00	918,60	918,60	0%
Education	0,00	0,00	0,00	0%	21 110,50	57 341,08	78 451,58	268%
Enseignement Pré-Universitaire	0,00	0,00	0,00	0%	0,00	41 842,48	41 842,48	0%
Enseignement Sup/Recherche Scientifi	0,00	0,00	0,00	0%	0,00	0,00	0,00	0%
Enseignement Technique/ Formation Prof	0,00	0,00	0,00	0%	21 110,50	0,00	21 110,50	0%
Jeunesse et Sports	0,00	0,00	0,00	0%	0,00	15 498,60	15 498,60	53%
ADMINISTRATION/DECENTRALIS	0,00	84 756,00	84 756,00	4%	36 326,10	181 219,70	217 545,80	29%
Administration Générale	0,00	84 756,00	84 756,00	3%	14 139,40	130 370,60	144 510,00	22%
Décentralisation /Sécurité/ Défense	0,00	0,00	0,00	1%	22 186,70	50 849,10	73 035,80	73%
TOTAL HORS TAXES	3 046 901,50	1 074 338,50	4 121 240,00	100%	1 680 108,40	585 656,10	2 265 764,50	37%

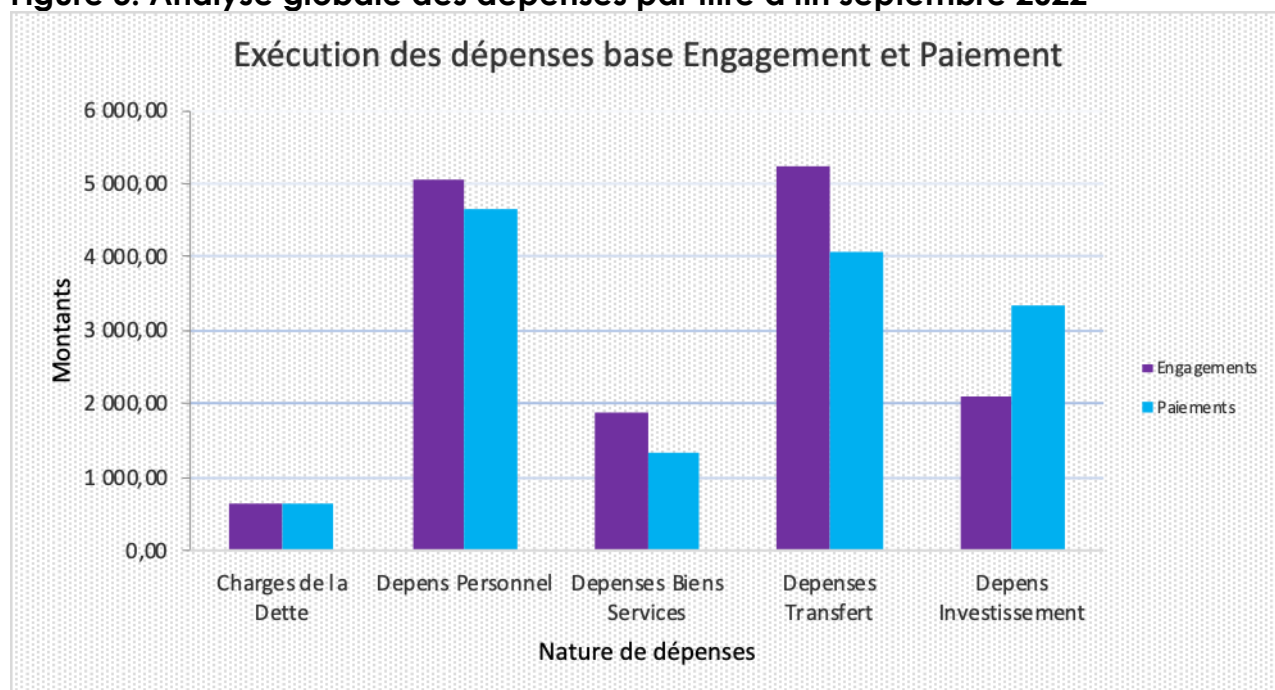
Source : DNIP

L'exécution du financement extérieur à fin septembre s'est établie à 2 265,76 Mds de GNF dont 1 680,11 Mds de GNF au titre de prêts et 585,66 Mds de GNF en dons.

Les prêts proviennent de la République Populaire de Chine pour 595,46 Mds de GNF, de la BID pour 345,15 Mds de GNF, du groupe BAD-FAD pour 310,67 Mds de GNF, de l'IDA pour 249,74 Mds de GNF, du Fonds Koweïtien de Développement Économique Arabe (FKDEA) pour 103,45 Mds de GNF, du BADEA pour 39,83 Mds de GNF, du Fonds de l'OPEP pour 27,17 Mds de GNF et du FIDA pour 8,63 Mds de GNF.

Quant aux dons, ils sont constitués des apports de l'IDA pour 468,55 Mds de GNF, du groupe BAD-FAD pour 94,80 Mds de GNF du FIDA pour 22,31 Mds de GNF.

Figure 3: Analyse globale des dépenses par titre à fin septembre 2022



Déclinaison des dépenses en piliers du Plan National de Développement Economique et Social (PNDES)

A fin septembre 2022, l'exécution du budget en fonction des piliers du PNDES, sur la base des engagements budgétaires, se présente ainsi qu'il suit :

- Pilier I : Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable 57,79%;
- Pilier II : Transformation économique durable et inclusive 141,68%;
- Pilier III : Développement inclusif du capital humain 109,01%;
- Pilier IV : Gestion durable du capital naturel 95,57%.

Tableau 12 : Ventilation des dépenses budgétaires en fonction des piliers du PNDES à fin septembre 2022 (en Mds de GNF)

Piliers	LFR 2022 (1)	Plan d'Engagement juin(2)	Engagements jan- septembre (3)	Paiements jan- septembre (4)	Taux d'exécution (5=3/2)
Promotion d'une bonne gouvernance au service du développement durable	16 354,93	11 922,10	6 889,69	6 178,15	57,79%
FINEX	157,05	NA	217,55	217,55	NA
Transformation économique durable et inclusive	4 948,46	3 277,80	4 643,94	2 957,92	141,68%
FINEX	3 429,16	NA	1 757,10	1 757,10	NA
Développement inclusif du capital humain	4 688,11	2 985,97	3 255,09	2 558,56	109,01%
FINEX	242,23	NA	291,12	291,12	NA
Gestion durable du capital naturel	224,93	161,97	154,80	103,17	95,57%
FINEX	292,79	NA	0,00	0,00	NA
Total	26 216,42	18 347,83	14 943,52	11 797,80	81,45%
Total FINEX	4 121,24	NA	2 265,76	2 265,76	NA
Total général	30 337,66	18 347,83	17 209,28	14 063,56	93,79%

Le taux d'engagement des dépenses hors FINEX se situe globalement à 81,45% de l'objectif du plan d'engagement (18 347,83 Mds de GNF). Cette exécution prudente se caractérise par un niveau d'engagement des dépenses plus faible que celui de la mobilisation des recettes. Cependant, ce taux d'engagement des dépenses hors FINEX était de 55,07% à la même période en 2021.

Les paiements à fin septembre 2022 des dépenses d'investissement (projets et programmes) se situent à 3 337,95 Mds de GNF, soit 45,61% des objectifs du plan d'engagement. Cette exécution concerne les dépenses d'investissement sur financement intérieur pour 1 072,19 Mds de GNF (32,12%) et 2 265,76 Mds de GNF (67,88%) pour le financement extérieur qui ont essentiellement servi à couvrir les dépenses d'investissement des piliers 2, 3 et 1 du PNDES. Le tableau 13 présente la composition de ces dépenses par pilier du PNDES.

**Tableau 13 : Exécution des dépenses d'investissement par piliers du PNDES à fin
Septembre 2022 (en Mds de GNF)**

Libelles	LFR (1)	Plan d'Engagem ent septembre	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paielements	
			septembre	Taux	septembre	Taux	septembre	Taux	septembre	Taux
Promotion D'une Bonne Gouvernance au Service Du Développement Durable	2 170,07	1 949,69	677,58	34,75%	667,59	34,24%	662,47	33,98%	582,64	29,88%
Dépenses D'investissement	2 013,01	1831,90	460,04	25,11%	450,04	24,57%	444,93	24,29%	365,10	19,93%
FINEX	157,05	117,79	217,55	184,69%	217,55	184,69%	217,55	184,69%	217,5458	1,85
Transformation Economique Durable et Inclusive	6 117,68	4 097,52	3 108,98	75,87%	2 520,27	61,51%	2 530,45	61,76%	2 345,32	57,24%
Dépenses D'investissement	2 688,52	1525,65	1 351,88	88,61%	763,17	50,02%	773,35	50,69%	588,21	38,55%
FINEX	3429,16	2571,87	1757,10	68,32%	1757,10	68,32%	1757,10	68,32%	1757,10	0,68
Développement Inclusif Du Capital Humain	1 517,83	993,83	572,69	57,62%	570,22	57,38%	566,14	56,97%	410,00	41,25%
Dépenses D'investissement	1 275,60	812,15	281,57	34,67%	279,10	34,37%	275,02	33,86%	118,88	14,64%
FINEX	242,23	181,67	291,12	160,24%	291,12	160,24%	291,12	160,24%	291,12	1,602
Gestion Durable Du Capital Naturel	369,63	278,09	17,36	6,24%	17,36	6,24%	16,38	5,89%	0,00	0,00%
Dépenses D'investissement	76,84	58,49	17,36	29,68%	17,36	29,68%	16,38	28,01%	0,00	0,00%
FINEX	292,79	219,60	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0
Total général hors FINEX	6 053,97	4 228,20	2 110,85	49,92%	1 509,68	35,71%	1 509,68	35,71%	1 072,19	25,36%
Total général	10 175,21	7 319,13	4 376,61	59,80%	3 775,44	51,58%	3 775,44	51,58%	3 337,95	45,61%

Sources : DNIPSIG/DGB/DNSI

L'exécution à fin septembre 2022 par grande fonction de l'administration sur base paiement

Pour atteindre ses objectifs socioéconomiques, le Gouvernement continue à axer ses efforts principalement sur les fonctions Affaires Economiques, Services Généraux des Administrations Publiques, Défense, Enseignement, Ordre et Sécurité Publique, Santé et Logement et Equipement Collectif qui absorbent 97,77% du montant exécuté au cours de la période.

- L'exécution des dépenses de la *fonction Affaires Economiques* se chiffre à 3 378,17 Mds de GNF contre un objectif du plan d'engagement de 1 835,20 Mds de GNF, soit 184,08%. Cette fonction absorbe 28,63% du total des dépenses payées. Elle concerne essentiellement le secteur de l'électricité pour 2 657,11 Mds de GNF.
- Les crédits alloués aux *Services Généraux des Administrations Publiques* ont été exécutés à hauteur de 2 875,47 Mds de GNF, soit 31,49% de l'objectif de la période. La part de cette fonction dans les dépenses exécutées est de 24,37%.

Ces crédits exécutés ont permis d'assurer la coordination des actions de la gouvernance et de renforcer le fonctionnement de l'administration.

- L'exécution des dépenses liées à la *fonction Défense* s'élève à 2 266,70 Mds de GNF, soit 101,71% de l'objectif du plan d'engagement. Cette fonction représente 19,21% de l'ensemble des dépenses exécutées.
- Quant aux dépenses exécutées au titre de la *fonction Enseignement*, elles représentent 1 322,96 Mds de GNF sur un objectif de la période de 1 472,07 Mds de GNF, soit 89,87%. Sa part est de 11,21% des dépenses exécutées.
- En ce qui concerne l'exécution des dépenses liées à la *fonction Ordre et Sécurité*, elle se chiffre à 605,41 Mds de GNF sur un objectif de la période de 562,58 Mds de GNF, soit 107,61%. Cette fonction représente 5,13% de l'ensemble des dépenses exécutées.
- La fonction Santé a été exécutée à hauteur de 545,30 Mds de GNF contre 1 240,06 Mds de GNF de l'objectif de la période, soit 43,97%. Elle représente 4,62% du total des dépenses exécutées.
- Concernant la *fonction Logement et Équipement Collectif*, elle a été exécutée à hauteur de 540,93 Mds de GNF contre un objectif du plan d'engagement de 1 442,60 Mds de GNF, soit 37,50%. Sa part s'élève à 4,58% de l'exécution des dépenses.

Tableau 14 : Exécution par grande fonction sur base paiement à fin septembre 2022
(en Mds de GNF)

LIBELLES	LFR 2022	Plan d'Engagem ent décembre	charges financières de la dette	dépenses de personnel	dépenses de biens et services	dépenses de Transfert	Dépenses d'investisse ment	Total	part
Services Généraux des Administrations Publiques	11 501,45	9 130,98	0,00	499,36	680,10	1633,55	62,46	2 875,47	24,37%
Défense	3 887,96	2 228,53	0,00	1715,11	164,42	210,42	176,74	2 266,70	19,21%
Ordre et Sécurité publique	965,52	562,58	0,00	483,80	33,72	17,50	70,39	605,41	5,13%
Affaire Economique	2 698,49	1 835,20	660,98	365,83	201,63	2030,73	119,00	3 378,17	28,63%
Protection de l'Environnement	224,93	161,97	0,00	71,78	16,71	14,68	0,00	103,17	0,87%
Logement et Equipement Collectif	2 249,97	1 442,60	0,00	65,17	6,50	22,45	446,80	540,93	4,58%
SANTE	1 732,09	1 240,06	0,00	204,28	100,09	72,43	168,50	545,30	4,62%
Loisirs, Culture et Culte	541,36	173,41	0,00	44,25	40,81	9,48	5,35	99,89	0,85%
Enseignement	2 233,35	1 472,07	0,00	1185,62	80,44	34,45	22,44	1 322,96	11,21%
Protection Sociale	181,30	100,43	0,00	21,38	11,67	26,24	0,50	59,80	0,51%
Total général	26 216,42	18 347,83	660,98	4 656,57	1 336,11	4 071,95	1 072,19	11 797,80	100%

Source : DNSI/DGB

II-2 Plan de riposte à la COVID-19

Un plan de riposte à la pandémie a été adopté en avril 2020, comprenant trois composantes : sanitaire, économique et sociale. La mise en œuvre de la riposte s'appuie sur un compte intitulé « *Fonds spécial de riposte à la covid-19 et de stabilisation économique* », ouvert dans les livres de la BCRG pour recevoir toutes les ressources mobilisées dans le cadre de la riposte à la Covid-19.

Situation du Fonds Spécial de Riposte à la COVID-19 et de Stabilisation Économique

- **Ressources**

Les ressources encaissées à fin septembre 2022 dans le compte COVID-19 pour la mise en œuvre du plan de Riposte et de Stabilisation Économique se chiffrent à 70,19 Mds de GNF. Elles proviennent uniquement du transfert du solde du compte Ébola.

- **Charges**

Les charges payées au cours de la période s'élèvent à 0,4 Md de GNF pour l'acquisition de 500 bouteilles d'oxygène.

Le solde des opérations du compte COVID-19 à fin septembre 2022 se chiffre à 641,26 Mds de GNF.

II -3 Situation des instances de paiement à fin septembre 2022

Le total des instances de paiement (moins de 90 jours) à fin septembre 2022 se chiffre à 768,07 Mds de GNF et se décline par nature économique comme suit en Mds de GNF:

- ✓ dépenses de personnel.....8,62 ;
- ✓ dépenses de biens et services.....188,90 ;
- ✓ dépenses de transfert 449,81 ;
- ✓ dépenses d'investissement.....120,74.

Il convient d'indiquer que les instances sur les dépenses de personnel concernent les salaires en nature notamment les produits alimentaires pour les gardes présidentielles de 7,74 Mds de GNF et ceux du cabinet de la Primature pour 0,40 Md de GNF.

Quant aux arriérés de paiement, le montant s'élève à 2 415,54 Mds de GNF.

II -4 Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés à fin septembre 2022

Les délégations de crédits payés en faveur des services déconcentrés de l'État se chiffrent à 733,12 Mds de GNF et concernent les services de l'intérieur pour 474,48 Mds de GNF et de l'extérieur pour 258,64 Mds de GNF (ambassades et missions diplomatiques et consulaires), conformément aux données figurant dans les tableaux n° 15 et n°16.

La ventilation des délégations de crédits à fin septembre 2022 se présente comme suit :

Tableau 15 : Situation des délégations de crédits de l'intérieur à fin septembre 2022 (en Mds de GNF)

CD_SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	Taux	ORDONNANCE	Taux	PAYE	Taux
01	Présidence de la République	2	3,03	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
04	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	392	46,45	2,46	5,30%	1,59	3,43%	0,00	0,00%
05	Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	1	12,70	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
06	Garde des Sceaux, Ministère de la Justice et des droits de l'Homme	45	22,83	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
09	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	130	4,68	0,51	10,83%	0,38	8,05%	0,23	4,87%
10	Ministère du travail et de la Fonction Publique	1	0,12	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
11	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage	34	183,61	1,75	0,95%	1,75	0,95%	1,60	0,87%
12	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	51	11,41	0,96	8,40%	0,96	8,40%	0,35	3,03%

CD_SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	Taux	ORDONNANCE	Taux	PAYE	Taux
13	Ministère des Mines et de la Géologie	1	2,50	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
14	Ministère des Infrastructures et des Transports	38	723,78	289,63	40,02%	289,63	40,02%	175,35	24,23%
15	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	44	5,51	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
16	Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	23	1,27	0,11	8,65%	0,11	8,65%	0,10	7,87%
18	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	80	405,59	147,23	36,30%	147,23	36,30%	77,10	19,01%
19	Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables	9	10,90	4,96	45,47%	4,96	45,47%	0,15	1,38%
20	Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation	43	75,56	1,93	2,56%	1,30	1,72%	0,00	0,00%
21	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	57	28,21	5,00	17,72%	5,00	17,72%	0,00	0,00%
22	Ministère de la Communication et de l'Information	1	16,14	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
23	Ministère de la Jeunesse et des Sports	41	2,06	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
31	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	23	49,61	22,50	45,34%	17,30	34,86%	1,44	2,90%
34	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	28	461,94	216,15	46,79%	216,15	46,79%	216,15	46,79%
36	Ministère de l'Energie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures	15	58,27	17,89	30,71%	11,04	18,95%	1,91	3,28%
43	Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat	4	33,73	6,33	18,78%	6,23	18,49%	0,10	0,30%
64	Ministère du Budget	59	17,58	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Total		1 122	2 177,48	717,42	32,95%	703,63	32,31%	474,48	21,79%

Tableau 16: Situation des délégations de crédits de l'extérieur à fin septembre (en Mds de GNF)

SECTION	LIBELLE_LONG_SECTION	BENEF	CREDIT	ENGAGE	Taux	ORDONNANCE	Taux	PAYE	Taux
01	Présidence de la République	2	52,55	16,15	30,73%	16,15	30,73%	3,39	6,45%
03	Ministère Délégué à la Présidence Chargé de la Défense Nationale	14	313,15	234,37	74,84%	234,37	74,84%	201,75	64,43%
04	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	1	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%
07	Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Etranger	51	355,24	207,63	58,45%	207,63	58,45%	0,00	0,00%
10	Ministère du Travail et de la Fonction Publique	1	0,00	0,00		0,00		0,00	
16	Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	1	7,84	1,58	20,13%	1,58	20,13%	1,58	20,13%
30	Secrétariat Général aux Affaires Religieuses	3	52,32	51,92	99,25%	51,92	99,25%	51,92	99,25%
Total		70	781,10	511,65	65,50%	511,65	65,50%	258,64	33,11%

III – SOLDE BUDGETAIRE

Solde budgétaire de base

Le solde budgétaire de base à fin septembre 2022, se chiffre à 2 826,82 Mds de GNF (1,64% du PIB) contre un objectif en Loi de Finances Rectificative de - 883,30 Mds de GNF (-0,53% du PIB), soit un écart de 3 710,12 Mds de GNF.

Solde net de gestion

Le solde net de gestion s'est établi à 5 267,06 Mds de GNF contre un repère de la LFR de 7 188,70 Mds de GNF.

IV – OPERATIONS DE FINANCEMENT

Le solde budgétaire global à fin septembre 2022 s'élève à 966,50 Mds de GNF.

IV-1. Situation des ressources de financement

Les ressources de financement de la période se chiffrent à 17 229,27 Mds de GNF contre 21 989,68 Mds de GNF prévues dans la LFR 2022.

Les ressources mobilisées se décomposent en :

- solde budgétaire positif pour 1 751,27 Mds de GNF ;
- emprunts de 11 117,11 Mds de GNF dont emprunts intérieurs pour 6 987,58 Mds de GNF et emprunts extérieurs pour 4 129,52 Mds de GNF ;
- dépôt sur les comptes des correspondants du trésor pour 4 144,94 Mds de GNF ;
- remboursements de prêts accordés pour 217,45 Mds de GNF.

(Voir tableau n°24 en annexe).

En ce qui concerne les emprunts intérieurs, ils sont constitués essentiellement des souscriptions aux bons du trésor et des emprunts obligataires.

S'agissant des emprunts extérieurs, ils sont principalement constitués des emprunts projets et programmes (ressources DTS).

IV-2. Situation des charges de financement

Les charges de financement se chiffrent à 18 195,78 Mds de GNF contre 17 615,78 Mds de GNF prévues dans la LFR 2022. Cette exécution concerne le remboursement du capital des emprunts pour 10 409,73 Mds de GNF, les retraits sur les comptes des correspondants du trésor pour 3 899,60 Mds de GNF et les prêts accordés pour 859,43 Mds de GNF.

En ce qui concerne le remboursement du capital des emprunts, il se décompose en remboursement sur emprunts intérieurs pour 10 119,84 Mds de GNF et en remboursement sur emprunts extérieurs pour 289,89 Mds de GNF.

Tableau 17: Situation des ressources et des charges de financement à fin septembre 2022

LIBELLE	LFR 2022(1)	Prévision septembre2022(2)	Réalisation septembre2022(3)	Taux (3/1)
RESSOURCES DE FINANCEMENT	21 989,68	16 492,26	17 229,27	78,35%
SOLDE BUDGETAIRE POSITIF		0,00	1 751,27	
CESSION D'ACTIFS	10,03	7,52	0,09	0,87%
EMPRUNTS	20 513,92	15 385,44	11 117,11	54,19%
Emprunts Intérieurs	15 678,45	11 758,84	6 987,58	44,57%
<i>dt Banque commerciale</i>	914,00	685,50		0,00%
Emprunts Extérieurs	4 835,47	3 626,60	4 129,52	85,40%
DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00	0,00	4 144,94	
REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	1 465,73	1 099,29	217,45	14,84%
Remboursements de prêts par des Collectivités Locales	0,00	0,00	0,00	NA
Remboursements de prêts par des Établissements publics administratifs (EPA)	0,00	0,00	0,00	NA
Remboursements de prêts par des entreprises	0,00	0,00	0,00	NA
Remboursements de prêts par des particuliers	0,00	0,00	217,45	NA
Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	209,23	156,92	0,00	0,00%
Autres remboursements de prêts	1 256,49	942,37	-1,58	NA
CHARGES DE FINANCEMENT	17 615,78	13 211,83	18 195,78	103,29%
SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF	0,00	0,00	2 164,69	NA
REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	17 615,78	13 211,83	10 409,73	59,09%
Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	16 661,47	12 496,10	10 119,84	60,74%
<i>dt Banque Centrale</i>	11 970,88	8 978,16	-270,80	-2,26%
Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	954,31	715,73	289,89	30,38%
RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00	0,00	3 899,60	NA
PRETS ACCORDES	0,00	0,00	859,43	NA
Prêts accordés à des Collectivités locales	0,00	0,00	0,00	NA
Prêts accordés à des Établissements publics administratifs (EPA)	0,00	0,00	0,00	NA
Prêts accordés à des entreprises	0,00	0,00	0,00	NA
Prêts accordés à des particuliers	0,00	0,00	169,27	NA
Autres comptes à payer (Restes à payer)	0,00	0,00	690,16	NA
Autres prêts et avances accordés	0,00	0,00	862,34	NA
	0,00	0,00		NA
Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (NLB+3+2511+2514+252-4)	0,00	0,00	0,00	NA
Principaux agrégats et soldes				
Solde de base	-883,30	-662,48	2 826,82	-320,03%
Solde de base % PIB	-0,53%	-0,40%	1,64%	-306,52%
PIB	165 263,6	165 263,6	165 263,6	1,0
Taux de change USD	8 800,0	8 800,0	8 800,0	1,06
Pression Fiscale hors Dons	14%	10%	10,38%	76,51%

CONCLUSION

Le niveau de mobilisation des recettes à fin septembre 2022 présente une tendance favorable par rapport aux prévisions de la période (89,95%). Cela s'explique par plusieurs facteurs (le renforcement de la dématérialisation des recouvrements de recettes (E-tax), l'élargissement de l'assiette fiscale et le renforcement des mesures de contrôle fiscal...).

Toutefois, ce niveau de réalisation a été influencé par la crise internationale liée au conflit Russo-Ukrainien, la hausse du cours du baril du pétrole, l'application progressive du tarif extérieur commun (TEC), la hausse du prix des céréales à l'international et la baisse du volume des importations...

Concernant les dépenses, l'exécution a été marquée par un niveau raisonnable des paiements par rapport aux objectifs de la période (76,65%).

Comparativement à la situation de fin septembre 2021, l'exécution du budget de l'État enregistre une hausse des recettes de 1 645,12 Mds de GNF (10,09%) et une légère hausse des dépenses hors financement extérieur à hauteur de 26,99 Mds de GNF (0,23%).

Le solde de base à fin septembre 2022 se chiffre à 2 826,82 Mds de GNF, soit 1,64% du PIB contre un objectif en Loi de Finances Rectificative de - 883,30 Mds de GNF (- 0,53% du PIB), soit un écart de 3 710,12 Mds de GNF.

Quant au solde net de gestion, il s'est établi à 5 267,06 Mds de GNF contre un repère en LFR de 7 188,70 Mds de GNF.

ANNEXES

Annexe I. Rappel des dispositions fiscales de la LFR 2022

Pour l'atteinte de ses objectifs de recettes, la loi de finances de l'année 2022 a apporté certaines modifications des dispositions fiscales contenues dans le code général des impôts.

Ces dispositions sont relatives :

B. DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET CHARGES DU FONDS DE DEVELOPPEMENT DES COMMUNES DE CONAKRY (FODECCON)

ARTICLE 6/ - Les ressources du Budget d'affectation spéciale Fonds de Développement des Communes de Conakry sont constituées de 6,24% des recettes douanières telles que définies en Loi de Finances 2021.

Les charges du FODECCON sont relatives au financement des projets et programmes de type communautaire élaborés par les collectivités locales de Conakry avec l'appui de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC).

C. DISPOSITIONS RELATIVES A LA MODIFICATION DE CERTAINES DISPOSITIONS DU CODE GENERAL DES IMPOTS

ARTICLE 7/ - Il est inséré le 4 au I de l'article 251 du Code Général des Impôts, et ainsi rédigé :

4. *« les importations, exportations, ventes et prestations de service des personnes physiques et morales non connues de l'Administration fiscale ou celles qualifiées de défaillants chroniques indépendamment de l'acompte sur les Bénéfices Industriels et Commerciaux ».*

ARTICLE 8/ - Il est inséré le 3 au II de l'article 251 du Code Général des Impôts, et ainsi rédigé :

3. *« vingt pourcent (20%) pour les opérations visées au 4 du I ».*

ARTICLE 9/ - L'article 265 du Code Général des Impôts est modifié et ainsi rédigé :

Art.265 : « Le taux de la contribution foncière unique est fixé comme suit :

- pour les propriétés à usage d'habitation occupées par les propriétaires à cinq pourcent (5%) de la valeur locative réelle annuelle ;
- pour les propriétés à usage professionnel occupées par les propriétaires à dix pourcent (10%) de la valeur locative réelle annuelle ;
- pour les propriétés louées à quinze pourcent (15%) de la valeur locative réelle annuelle ;
- pour les propriétés achevées non occupées, à vingt pourcent (20%) de la valeur locative annuelle estimée ».

ARTICLE 10/ - Les articles 1019-I, 1030-I, 1067-I, 1070 et 1104 du Code Général des Impôts sont modifiés et ainsi rédigés :

Art.1019-I : « Lorsque le redevable ne s'acquitte pas des sommes mentionnées sur l'Avis de Mise en Recouvrement dans un délai de dix (10) jours, le receveur des impôts lui adresse une mise en demeure de payer dans un délai de dix (10) jours suivant sa notification ».

Art.1030-I : « Le receveur des impôts peut, sur décision du Directeur Général ou de son représentant, prononcer la fermeture administrative, pour une durée n'excédant pas quinze (15) jours, des locaux professionnels des personnes sur lesquelles il dispose d'une créance privilégiée supérieure à dix millions (10 000 000) de francs guinéens, 72 heures après réception de l'Avis de Fermeture ».

Art.1067-I : « les demandes d'éclaircissements et de justifications doivent indiquer explicitement les points sur lesquels elles portent et que le contribuable dispose d'un délai de quinze (15) jours pour y répondre ».

ARTICLE 11/ - Après le VI de l'article 1070 du Code Général des Impôts, il est inséré le VII ainsi rédigé :

Art.1070 : VII. « Les personnes ou les organismes assujettis au droit de communication, disposent d'un délai de quinze (15) jours pour y répondre ».

ARTICLE 12/ - L'article 1077-I est modifié et complété ainsi qu'il suit :

Art. 1077-I : « les agents des impôts ayant au moins le grade d'inspecteur disposent d'une procédure d'enquête administrative afin de rechercher les manquements aux règles de facturation, de tenue de comptabilité et de déclaration des impôts, droits et taxes indirectes auxquelles sont soumis les assujettis à la TVA ».

ARTICLE 13/ - Les dispositions de l'article 1104-I du Code Général des Impôts sont complétées et ainsi rédigées :

Art. 1104-I : « lorsque les bases d'imposition sont établies à partir de documents comptables, l'Administration fiscale est habilitée à procéder à une vérification sur place de ces documents en plus du simple examen du dossier ».

Cette vérification de la comptabilité peut être soit :

Une vérification ponctuelle ou partielle limitée à certains impôts, ou à une période donnée dont la durée de vérification n'excède pas un (1) mois ;

Une vérification générale : portée sur l'ensemble des impôts ou taxes auxquels le contribuable est assujetti.

ARTICLE 14/ - L'article 1142-II.2.a du Code Général des Impôts est modifié et ainsi rédigé :

a - « de l'exercice du droit d'enquête pour manquement aux règles de facturations, de tenue de comptabilité et de déclarations des impôts droits et taxes indirectes prévues aux articles 1077 et suivants » ;

ARTICLE 15/ - L'article 1232 III du Code Général des Impôts est modifié et ainsi rédigé :

Art. 1232-III : « La décision de dégrèvement d'office appartient :

1. Au Directeur Général des Impôts dans la limite maximum de cent milliards (100 000 000 000) de francs guinéens ;

2. Au Ministre chargé des Finances au-delà de cent milliards (100 000 000 000) de francs guinéens ».

ARTICLE 16/ - L'article 1233 du Code Général des Impôts est complété et ainsi rédigé :

Art. 1233 : « le contribuable qui obtient un dégrèvement suite à une décision de l'administration fiscale, du Ministre chargé des finances ou du tribunal ne peut prétendre à des dommages et des intérêts ou à des indemnités quelconques, à l'exception des intérêts moratoires prévus à l'article 1234 ».

D. DISPOSITIONS RELATIVES A LA CREATION DU BUDGET D'AFFECTATION SPECIALE « FONDS D'INVESTISSEMENT MINIER »

ARTICLE 17/- Il est créé un Budget d'Affectation Spéciale dénommé « Fonds d'Investissement Minier », en abrégé « FIM ».

ARTICLE 18/- Les ressources du Budget d'Affectation Spéciale « Fonds d'Investissement Minier » sont constituées du prélèvement à la source de 5% des recettes minières telles que définies à l'article 165 du code minier.

ARTICLE 19/- Le Fonds d'Investissement Minier a pour objet le Financement de la Recherche minière, de la formation ainsi que des actions concourant à la promotion du secteur minier à travers l'entité de Gestion du Patrimoine Minier. Il intervient notamment dans :

- le financement de tout ou partie des projets de recherches géologiques et des contrats de prestations des géo services ;
- le financement des activités de renforcement des capacités du personnel relatives au développement du secteur minier;
- le financement de tout ou partie des prises de participations de l'Etat dans le secteur minier;

- le financement du contrôle de l'Activité minière particulièrement du Cadastre et le contrôle quantitatif et qualitatif des produits miniers et pétroliers, exercés par les directions nationales des Mines, de la Géologie, par l'Inspection Générale des Mines et de la Géologie et par la Brigade antifraude ;
- le financement des actions de promotion du secteur minier.

ARTICLE 20/- La gestion du BAS/FIM ainsi que son mécanisme de fonctionnement et d'opérationnalisation obéissent aux principes et règles qui régissent le budget de l'État.

Tableau 18: Exécution globale/phase de la dépense et par Administration à fin septembre 2022 (en Mds de GNF)

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement septembre	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paielements	
					septembre	Taux	septembre	Taux	septembre	Taux	septembre	Taux
Présidence de la République	668,73	17,98	686,70	418,992	480,40	114,66%	446,67	106,60%	446,67	106,60%	399,30	95,30%
Primature	68,86	-19,00	49,86	48,892	48,50	99,20%	46,94	96,01%	46,94	96,01%	44,38	
Ministère de délégué à la Présidence charge de la défense nationale	3 887,96	410,61	4 298,57	2228,534	2528,39	113,46%	2528,39	113,46%	2528,39	113,46%	2266,70	101,71%
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	1 116,55	-35,65	1 080,90	651,215	194,50	29,87%	192,06	29,49%	192,06	29,49%	171,81	26,38%
Ministère de la sécurité et de la protection civile	632,41	70,08	702,49	356,119	396,57	111,36%	392,31	110,16%	392,31	110,16%	387,81	108,90%
Garde des sceaux, Ministère de la justice et des droits de l'homme	317,49	2,91	320,40	206,462	228,69	110,77%	224,96	108,96%	224,71	108,84%	217,60	105,39%
Ministère des affaires étrangères, de la coopération internationale, de l'intégration africaine et des Guinéens de l'étranger	495,55	62,79	558,34	299,101	266,45	89,08%	261,11	87,30%	261,10	87,30%	41,76	13,96%
Ministère de l'économie, des finances et du plan	1 445,98	15,78	1 461,76	1236,637	1088,37	88,01%	1048,40	84,78%	1043,30	84,37%	961,17	77,72%
Ministère du travail et de la fonction publique	118,49	5,86	124,35	81,192	61,27	75,46%	50,60	62,32%	50,60	62,32%	48,74	60,02%
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	655,78	-77,29	578,49	329,086	225,82	68,62%	182,63	55,50%	182,63	55,50%	181,19	55,06%
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	111,88	13,66	125,54	58,395	43,45	74,41%	43,25	74,06%	43,25	74,06%	39,48	67,60%
Ministère des mines et de la géologie	221,62	138,56	360,18	53,512	49,76	92,99%	40,57	75,81%	40,57	75,81%	39,87	74,51%
Ministère des infrastructures et des transports	1 680,71	-467,54	1 213,17	1266,870	851,46	67,21%	767,94	60,62%	767,94	60,62%	445,60	35,17%
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	569,26	290,93	860,19	175,728	144,19	82,05%	101,78	57,92%	101,78	57,92%	95,33	54,25%
Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	146,92	-9,94	136,98	86,555	93,14	107,61%	67,63	78,13%	67,36	77,83%	52,84	61,05%
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	1 732,09	-312,18	1 419,91	1240,056	871,21	70,26%	783,18	63,16%	783,18	63,16%	545,30	43,97%
Ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables	181,30	-26,70	154,60	100,433	82,52	82,17%	72,78	72,47%	71,64	71,33%	59,80	59,54%
Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation	1 977,59	274,37	2 251,97	1323,615	1335,54	100,90%	1322,60	99,92%	1317,47	99,54%	1173,89	88,69%
Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	255,76	53,56	309,32	148,459	177,52	119,57%	160,93	108,40%	160,93	108,40%	149,07	100,41%
Ministère de la communication et de l'information	118,00	32,73	150,72	53,695	68,37	127,34%	61,58	114,68%	61,33	114,22%	40,78	75,94%
Ministère de la jeunesse et des sports	404,10	260,65	664,75	116,626	150,76	129,27%	125,56	107,66%	126,76	108,69%	56,81	48,71%
Conseil national de la transition	178,22	69,78	248,00	82,462	88,74	107,61%	88,74	107,61%	88,74	107,61%	86,99	105,49%
Cour suprême	61,51	0,00	61,51	46,935	41,00	87,35%	41,00	87,35%	41,00	87,35%	39,44	84,03%

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modifications	Crédits Actuels	Plan d'Engagement septembre	Engagements		Liquidations		Ordonnancements		Paielements	
					septembre	Taux	septembre	Taux	septembre	Taux	septembre	Taux
Haute autorité de la communication	16,75	0,00	16,75	12,573	14,52	115,49%	14,52	115,49%	14,52	115,49%	11,60	92,28%
Secrétariat Général du gouvernement	30,54	1,37	31,91	16,780	13,40	79,88%	11,99	71,44%	11,99	71,44%	9,50	56,59%
Secrétariat Général aux affaires religieuses	94,48	41,79	136,28	32,023	75,11	234,55%	74,06	231,28%	74,06	231,28%	68,53	214,00%
Ministère de l'environnement et du développement durable	224,93	-51,22	173,71	161,971	154,80	95,57%	140,22	86,57%	132,29	81,68%	103,17	63,70%
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	16,22	-0,44	15,78	12,509	12,50	99,92%	12,50	99,92%	12,50	99,92%	12,50	99,92%
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	1 102,20	59,37	1 161,57	720,387	575,75	79,92%	546,82	75,91%	546,82	75,91%	530,62	73,66%
Administration et contrôle des grands projets	86,39	-2,27	84,12	69,167	24,87	35,96%	15,85	22,91%	15,85	22,91%	15,85	22,91%
Ministère de l'Energie, de l'hydraulique et des hydrocarbures	4 223,92	-456,67	3 767,26	3255,955	3191,19	98,01%	2481,17	76,20%	2475,50	76,03%	2082,60	63,96%
Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	116,31	11,19	127,50	71,012	44,91	63,24%	43,52	61,28%	43,54	61,31%	21,02	29,60%
Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	137,26	35,96	173,22	56,779	61,79	108,82%	56,16	98,91%	55,62	97,97%	43,08	75,87%
Secrétariat General A La Présidence Charge Des Services Spéciaux, De La Lutte Contre La Drogue Et Le Crime Organise	15,61	15,61	31,22	0,000	0,00	NA	0,00	NA	0,00	NA	0,00	NA
Ministère du budget	125,12	-53,65	71,47	103,325	72,72	70,38%	68,98	66,76%	68,98	66,76%	62,21	60,21%
Cour des comptes	57,07	0,00	57,07	49,961	44,99	90,05%	44,99	90,05%	44,99	90,05%	37,84	75,73%
Dépenses communes	2 922,86	-312,27	2 610,59	3175,818	1140,32	35,91%	1139,64	35,88%	1109,72	34,94%	1253,64	39,47%
Total	26 216,42	60,72	26 277,14	18 347,83	14 943,52	81,45%	13 701,99	74,68%	13 647,03	74,38%	11 797,80	64,30%

Tableau 19: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base engagement) à fin septembre 2022
(en Mds de GNF)

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modif	Crédits Actuels	Plan d'Engagement septembre	Charges Financières de la Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		TOTAL	
Présidence de la République	668,73	17,98	686,70	418,99	0,00	0%	73,52	10,99%	346,23	51,78%	58,76	8,79%	1,89	0,28%	480,40	114,66%
Primature	68,86	-19,00	49,86	48,89	0,00	0%	4,78	6,94%	42,76	62,10%	0,00	0,00%	0,96	1,39%	48,50	99,20%
Ministère de délégué à la Présidence charge de la défense nationale	3 887,96	410,61	4 298,57	2228,53	0,00	0%	1890,35	48,62%	190,19	4,89%	236,01	6,07%	211,83	5,45%	2 528,39	113,46%
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	1 116,55	-35,65	1 080,90	651,22	0,00	0%	34,42	3,08%	42,52	3,81%	112,61	10,09%	4,94	0,44%	194,50	29,87%
Ministère de la sécurité et de la protection civile	632,41	70,08	702,49	356,12	0,00	0%	329,38	52,08%	25,86	4,09%	4,49	0,71%	36,84	5,83%	396,57	111,36%
Garde des sceaux, Ministère de la justice et des droits de l'homme	317,49	2,91	320,40	206,46	0,00	0%	154,42	48,64%	22,27	7,02%	13,98	4,40%	38,01	11,97%	228,69	110,77%
Ministère des affaires étrangères, de la coopération internationale, de l'intégration africaine et des Guinéens de l'étranger	495,55	62,79	558,34	299,10	0,00	0%	99,12	20,00%	137,39	27,73%	23,55	4,75%	6,39	1,29%	266,45	89,08%
Ministère de l'économie, des finances et du plan	1 445,98	15,78	1 461,76	1236,64	660,98	46%	158,75	10,98%	75,09	5,19%	3,51	0,24%	190,05	13,14%	1 088,37	88,01%
Ministère du travail et de la fonction publique	118,49	5,86	124,35	81,19	0,00	0%	32,96	27,82%	5,90	4,98%	12,62	10,65%	9,79	8,26%	61,27	75,46%
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	655,78	-77,29	578,49	329,09	0,00	0%	69,72	10,63%	72,70	11,09%	48,28	7,36%	35,13	5,36%	225,82	68,62%
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	111,88	13,66	125,54	58,40	0,00	0%	25,72	22,99%	2,84	2,54%	7,06	6,31%	7,83	7,00%	43,45	74,41%
Ministère des mines et de la géologie	221,62	138,56	360,18	53,51	0,00	0%	34,62	15,62%	4,33	1,95%	3,42	1,54%	7,39	3,34%	49,76	92,99%
Ministère des infrastructures et des transports	1 680,71	-467,54	1 213,17	1266,87	0,00	0%	44,21	2,63%	7,93	0,47%	15,06	0,90%	784,27	46,66%	851,46	67,21%
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	569,26	290,93	860,19	175,73	0,00	0%	24,64	4,33%	2,00	0,35%	14,04	2,47%	103,51	18,18%	144,19	82,05%
Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	146,92	-9,94	136,98	86,55	0,00	0%	37,86	25,77%	19,05	12,97%	7,93	5,40%	28,30	19,26%	93,14	107,61%
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	1 732,09	-312,18	1 419,91	1240,06	0,00	0%	204,28	11,79%	149,13	8,61%	215,25	12,43%	302,55	17,47%	871,21	70,26%
Ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables	181,30	-26,70	154,60	100,43	0,00	0%	21,38	11,79%	22,23	12,26%	29,01	16,00%	9,91	5,47%	82,52	82,17%
Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation	1 977,59	274,37	2 251,97	1323,61	0,00	0%	1161,23	58,72%	111,29	5,63%	9,19	0,46%	53,84	2,72%	1 335,54	100,90%
Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	255,76	53,56	309,32	148,46	0,00	0%	88,44	34,58%	37,14	14,52%	28,71	11,23%	23,23	9,08%	177,52	119,57%

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modif	Crédits Actuels	Plan d'Engagemen	Charges Financières de la Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		TOTAL	
Ministère de la communication et de l'information	118,00	32,73	150,72	53,69	0,00	0%	26,33	22,31%	26,02	22,05%	3,89	3,30%	12,14	10,29%	68,37	127,34%
Ministère de la jeunesse et des sports	404,10	260,65	664,75	116,63	0,00	0%	35,56	8,80%	80,59	19,94%	6,39	1,58%	28,22	6,98%	150,76	129,27%
Conseil national de la transition	178,22	69,78	248,00	82,46	0,00	0%	43,14	24,21%	0,00	0,00%	45,60	25,58%	0,00	0,00%	88,74	107,61%
Cour suprême	61,51	0,00	61,51	46,93	0,00	0%	25,84	42,01%	0,00	0,00%	13,60	22,11%	1,56	2,54%	41,00	87,35%
Haute autorité de la communication	16,75	0,00	16,75	12,57	0,00	0%	2,44	14,55%	0,00	0,00%	12,08	72,14%	0,00	0,00%	14,52	115,49%
Secrétariat Général du gouvernement	30,54	1,37	31,91	16,78	0,00	0%	6,47	21,19%	4,58	15,00%	1,35	4,43%	1,00	3,27%	13,40	79,88%
Secrétariat Général aux affaires religieuses	94,48	41,79	136,28	32,02	0,00	0%	5,21	5,52%	3,30	3,49%	55,99	59,26%	10,61	11,23%	75,11	234,55%
Ministère de l'environnement et du développement durable	224,93	-51,22	173,71	161,97	0,00	0%	71,78	31,91%	47,08	20,93%	14,68	6,53%	21,26	9,45%	154,80	95,57%
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	16,22	-0,44	15,78	12,51	0,00	0%	0,43	2,67%	0,00	0,00%	12,07	74,37%	0,00	0,00%	12,50	99,92%
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	1 102,20	59,37	1 161,57	720,39	0,00	0%	146,90	13,33%	55,52	5,04%	321,22	29,14%	52,11	4,73%	575,75	79,92%
Administration et contrôle des grands projets	86,39	-2,27	84,12	69,17	0,00	0%	0,28	0,32%	0,00	0,00%	15,57	18,03%	9,02	10,45%	24,87	35,96%
Ministère de l'Energie, de l'hydraulique et des hydrocarbures	4 223,92	-456,67	3 767,26	3255,96	0,00	0%	26,49	0,63%	260,08	6,16%	2866,08	67,85%	38,55	0,91%	3 191,19	98,01%
Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	116,31	11,19	127,50	71,01	0,00	0%	16,84	14,48%	2,95	2,54%	3,04	2,61%	22,08	18,99%	44,91	63,24%
Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	137,26	35,96	173,22	56,78	0,00	0%	30,82	22,45%	11,77	8,58%	9,18	6,69%	10,02	7,30%	61,79	108,82%
Secrétariat Général A La Présidence Charge Des Services Spéciaux, De La Lutte Contre La Drogue Et Le Crime Organise	15,61	15,61	31,22	0,00	0,00	0%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	NA
Ministère du budget	125,12	-53,65	71,47	103,32	0,00	0%	53,45	42,72%	17,90	14,31%	0,33	0,26%	1,04	0,83%	72,72	70,38%
Cour des comptes	57,07	0,00	57,07	49,96	0,00	0%	13,65	23,91%	0,00	0,00%	31,35	54,93%	0,00	0,00%	44,99	90,05%
Dépenses communes	2 922,86	-312,27	2 610,59	3175,82	0,00	0%	48,52	1,66%	65,84	2,25%	979,38	33,51%	46,59	1,59%	1 140,32	35,91%
Total	26 216,42	60,72	26 277,14	18 347,83	660,98	2,52%	5 043,93	19,24%	1 892,47	7,22%	5 235,28	19,97%	2 110,85	8,05%	14 943,52	81,45%

Tableau 20: Exécution globale des dépenses/ administration et grandes natures (base paiement) à fin septembre 2022 en Mds de GNF

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modif	Crédits Actuels	Plan d'Engagement septembre	Charges Financières de la Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens Et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement ressource propres		TOTAL GENERAL	
					septembre	TAUX	septembre	TAUX	septembre	TAUX	septembre	TAUX	septembre	TAUX	septembre	TAUX
Présidence de la République	668,73	17,98	686,70	418,99	0,00	0,00%	65,78	9,84%	296,26	44,30%	35,38	5,29%	1,89	0,28%	399,30	95,30%
Primature	68,86	-19,00	49,86	48,89	0,00	0,00%	4,37	6,35%	39,86	57,88%	0,00	0,00%	0,15	0,22%	44,38	90,77%
Ministère de délégué à la Présidence charge de la défense nationale	3 887,96	410,61	4 298,57	2228,53	0,00	0,00%	1715,11	44,11%	164,42	4,23%	210,42	5,41%	176,74	4,55%	2266,70	101,71%
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	1 116,55	-35,65	1 080,90	651,22	0,00	0,00%	34,42	3,08%	28,81	2,58%	107,58	9,64%	1,00	0,09%	171,81	26,38%
Ministère de la sécurité et de la protection civile	632,41	70,08	702,49	356,12	0,00	0,00%	329,38	52,08%	17,47	2,76%	4,12	0,65%	36,84	5,83%	387,81	108,90%
Garde des sceaux, Ministère de la justice et des droits de l'homme	317,49	2,91	320,40	206,46	0,00	0,00%	154,42	48,64%	16,25	5,12%	13,38	4,21%	33,55	10,57%	217,60	105,39%
Ministère des affaires étrangères, de la coopération internationale, de l'intégration africaine et des Guinéens de l'étranger	495,55	62,79	558,34	299,10	0,00	0,00%	34,99	7,06%	5,74	1,16%	1,03	0,21%	0,00	0,00%	41,76	13,96%
Ministère de l'économie, des finances et du plan	1 445,98	15,78	1 461,76	1236,64	660,98	45,71%	158,75	10,98%	42,04	2,91%	3,20	0,22%	96,22	6,65%	961,17	77,72%
Ministère du travail et de la fonction publique	118,49	5,86	124,35	81,19	0,00	0,00%	32,87	27,74%	3,24	2,74%	12,62	10,65%	0,00	0,00%	48,74	60,02%
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	655,78	-77,29	578,49	329,09	0,00	0,00%	69,18	10,55%	50,72	7,73%	47,66	7,27%	13,63	2,08%	181,19	55,06%
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	111,88	13,66	125,54	58,40	0,00	0,00%	25,72	22,99%	2,17	1,94%	4,49	4,01%	7,09	6,34%	39,48	67,60%
Ministère des mines et de la géologie	221,62	138,56	360,18	53,51	0,00	0,00%	34,62	15,62%	2,46	1,11%	2,80	1,26%	0,00	0,00%	39,87	74,51%
Ministère des infrastructures et des transports	1 680,71	-467,54	1 213,17	1266,87	0,00	0,00%	40,53	2,41%	5,14	0,31%	13,78	0,82%	386,15	22,98%	445,60	35,17%
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	569,26	290,93	860,19	175,73	0,00	0,00%	24,64	4,33%	1,37	0,24%	8,67	1,52%	60,65	10,65%	95,33	54,25%
Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	146,92	-9,94	136,98	86,55	0,00	0,00%	37,73	25,68%	7,52	5,12%	7,45	5,07%	0,15	0,10%	52,84	61,05%
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	1 732,09	-312,18	1 419,91	1240,06	0,00	0,00%	204,28	11,79%	100,09	5,78%	72,43	4,18%	168,50	9,73%	545,30	43,97%
Ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des	181,30	-26,70	154,60	100,43	0,00	0,00%	21,38	11,79%	11,67	6,44%	26,24	14,48%	0,50	0,28%	59,80	59,54%

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modif	Crédits Actuels	Plan d'Engagement septembre	Charges Financières de la Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens Et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement ressource propres		TOTAL GENERAL	
					septembre	TAUX	septembre	TAUX	septembre	TAUX	septembre	TAUX	septembre	TAUX	septembre	TAUX
personnes vulnérables																
Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation	1 977,59	274,37	2 251,97	1323,61	0,00	0,00%	1097,18	55,48%	51,93	2,63%	5,74	0,29%	19,03	0,96%	1173,89	88,69%
Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	255,76	53,56	309,32	148,46	0,00	0,00%	88,44	34,58%	28,51	11,15%	28,71	11,23%	3,42	1,34%	149,07	100,41%
Ministère de la communication et de l'information	118,00	32,73	150,72	53,69	0,00	0,00%	26,33	22,31%	2,30	1,95%	2,57	2,18%	9,58	8,12%	40,78	75,94%
Ministère de la jeunesse et des sports	404,10	260,65	664,75	116,63	0,00	0,00%	14,09	3,49%	35,57	8,80%	4,31	1,07%	2,85	0,71%	56,81	48,71%
Conseil national de la transition	178,22	69,78	248,00	82,46	0,00	0,00%	43,14	24,21%	0,00	0,00%	43,85	24,60%	0,00	0,00%	86,99	105,49%
Cour suprême	61,51	0,00	61,51	46,93	0,00	0,00%	25,84	42,01%	0,00	0,00%	13,60	22,11%	0,00	0,00%	39,44	84,03%
Haute autorité de la communication	16,75	0,00	16,75	12,57	0,00	0,00%	2,44	14,55%	0,00	0,00%	9,16	54,72%	0,00	0,00%	11,60	92,28%
Secrétariat Général du gouvernement	30,54	1,37	31,91	16,78	0,00	0,00%	6,47	21,19%	2,30	7,53%	0,73	2,38%	0,00	0,00%	9,50	56,59%
Secrétariat Général aux affaires religieuses	94,48	41,79	136,28	32,02	0,00	0,00%	5,21	5,52%	1,85	1,96%	54,55	57,74%	6,91	7,32%	68,53	214,00%
Ministère de l'environnement et du développement durable	224,93	-51,22	173,71	161,97	0,00	0,00%	71,78	31,91%	16,71	7,43%	14,68	6,53%	0,00	0,00%	103,17	63,70%
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	16,22	-0,44	15,78	12,51	0,00	0,00%	0,43	2,67%	0,00	0,00%	12,07	74,37%	0,00	0,00%	12,50	99,92%
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	1 102,20	59,37	1 161,57	720,39	0,00	0,00%	139,90	12,69%	46,66	4,23%	321,22	29,14%	22,83	2,07%	530,62	73,66%
Administration et contrôle des grands projets	86,39	-2,27	84,12	69,17	0,00	0,00%	0,28	0,32%	0,00	0,00%	15,57	18,03%	0,00	0,00%	15,85	22,91%
Ministère de l'Energie, de l'hydraulique et des hydrocarbures	4 223,92	-456,67	3 767,26	3255,96	0,00	0,00%	23,00	0,54%	95,00	2,25%	1962,69	46,47%	1,91	0,05%	2082,60	63,96%
Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	116,31	11,19	127,50	71,01	0,00	0,00%	16,84	14,48%	1,72	1,48%	2,46	2,11%	0,00	0,00%	21,02	29,60%
Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	137,26	35,96	173,22	56,78	0,00	0,00%	30,15	21,97%	5,25	3,82%	5,18	3,77%	2,50	1,82%	43,08	75,87%
Secrétariat General A La Présidence Charge Des Services Spéciaux, De La Lutte Contre La Drogue Et Le	15,61	15,61	31,22	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	#DIV/0!

Ministères/ Institutions	LFR (1)	Modif	Crédits Actuels	Plan d'Engagement septembre	Charges Financières de la Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens Et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement ressource propres		TOTAL GENERAL	
					septembre	TAUX	septembre	TAUX	septembre	TAUX	septembre	TAUX	septembre	TAUX	septembre	TAUX
Crime Organise																
Ministère du budget	125,12	-53,65	71,47	103,32	0,00	0,00%	53,45	42,72%	8,46	6,76%	0,06	0,05%	0,24	0,19%	62,21	60,21%
Cour des comptes	57,07	0,00	57,07	49,96	0,00	0,00%	13,65	23,91%	0,00	0,00%	24,19	42,39%	0,00	0,00%	37,84	75,73%
Dépenses communes	2 922,86	-312,27	2 610,59	3175,82	0,00	0,00%	9,78	0,33%	244,62	8,37%	979,38	33,51%	19,86	0,68%	1253,64	39,47%
Total yc finex	30 337,66	60,72	30 398,38	18 347,83	660,98	2,18%	4 656,57	15,35%	1 336,11	4,40%	4 071,95	13,42%	1 072,19	3,53%	11 797,80	64,30%

Tableau 21: État d'Exécution des Subventions et Transferts hors collectivités en Mds de GNF

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin septembre 2022		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Présidence de la République	13	131,74	58,61	10	44,49%
Primature	1	0,00	0,00	1	66,83%
Ministère de délégué à la Présidence charge de la défense nationale	5	310,42	236,01	4	76,03%
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	9	156,74	112,61	8	71,84%
Ministère de la sécurité et de la protection civile	6	13,07	4,49	6	34,39%
Garde des sceaux, Ministère de la justice et des droits de l'Homme	14	26,19	2,36	6	9,02%
Ministère des affaires étrangères, de la coopération internationale, de l'intégration africaine et des Guinéens de l'étranger	7	46,64	23,39	4	50,16%
Ministère de l'économie, des finances et du plan	11	61,74	3,51	10	5,68%
Ministère du travail et de la fonction publique	6	32,01	12,62	6	39,42%
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	10	141,92	47,66	6	33,58%
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	8	14,28	7,06	7	49,44%
Ministère des mines et de la géologie	8	7,79	2,80	5	35,90%
Ministère des infrastructures et des transports	13	33,19	15,06	11	45,37%
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	6	26,66	14,04	6	52,67%
Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	11	23,31	7,77	11	33,34%
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	173	412,99	169,25	170	40,98%
Ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables	12	46,11	26,24	10	56,91%
Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation	8	84,28	9,19	6	10,90%
Ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle	14	63,34	28,71	7	45,33%
Ministère de la communication et de l'information	5	4,92	3,47	4	70,50%
Ministère de la jeunesse et des sports	10	19,66	6,39	10	32,50%
Conseil national de la transition	1	99,78	45,60	1	45,70%
Cour suprême	1	18,13	13,60	1	75,00%
Haute autorité de la communication	2	15,00	12,08	2	80,55%
Secrétariat Général du gouvernement	2	1,92	0,73	2	37,72%
Secrétariat Général aux affaires religieuses	11	57,35	55,27	10	96,37%
Ministère de l'environnement et du développement durable	8	15,02	14,68	5	97,73%
Grande Chancellerie des Ordres Nationaux de Guinée	2	15,65	12,07	2	77,11%

Ministères/ Institutions	Crédit		Exécution fin septembre 2022		
	Nombres bénéf	Montant	Allocation		Taux
			Montant	Nbre bénéf	
Administration et contrôle des grands projets	164	687,94	321,22	140	46,69%
Ministère de l’Energie, de l'hydraulique et des hydrocarbures	1	36,01	15,57	1	43,24%
Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	7	3551,97	2866,08	5	80,69%
Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	4	9,67	2,46	4	25,40%
Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	13	25,67	8,11	12	31,58%
Ministère du budget	4	0,77	0,33	3	42,75%
Cour des Comptes	1	38,50	31,35	1	81,42%
Dépenses communes	2	1656,12	979,38	1	59,14%
Total	573	7 969,08	5 218,41	498	65,48%

Tableau 22: Situation résumée des opérations budgétaires de l'État (en Mds de GNF)⁴

LIBELLE	LFR 2022(1)	Prévision (2)	réal (3)	Écart (3-1)
RECETTES	26 292,78	18 785,23	17 919,00	-8 373,78
RECETTES FISCALES	22 415,08	16 364,08	15 985,49	-6 429,58
<i>dt Recette Minière</i>	<i>3 720,50</i>		<i>2 915,00</i>	<i>-805,51</i>
<i>dt Recette Pétrolière</i>			<i>735,90</i>	<i>735,90</i>
<i>dt TSPP</i>			<i>507,32</i>	<i>507,32</i>
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	5 601,85	3 651,10	3 608,65	-1 993,20
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	280,00	155,17	279,83	-0,17
Impôts sur ne patrimoine	73,44	25,20	39,36	-34,08
Impôts sur les biens et services	11 602,18	8 666,44	8 457,33	-3 144,86
dt RER	722,63	546,56	507,32	-215,31
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	4 788,85	3 815,26	3 541,35	-1 247,50
Autres recettes fiscales.	68,75	50,90	58,98	-9,77
DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 152,37	864,28	585,66	-566,72
AUTRES RECETTES	1 556,88	1 556,88	1 347,85	-209,03
BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	404,57	303,43	153,93	-250,64
BAS FODECON	300,00	225,00	125,88	-174,12
BAS FCE	329,02	246,77		-329,02
BAS FIM	134,86	101,14	5,60	-129,26
DEPENSES	30 666,68	23 000,01	16 952,49	-13 714,19
Charges financières de la dette	731,69	548,77	660,98	-70,71
Intérêt Dette Intérieure	419,19	314,39	480,77	61,58
Intérêt Dette Extérieure	312,50	234,38	180,21	-132,29
Dépenses de personnel	7 125,72	5 344,29	4 813,60	-2 312,12
Dépenses de Biens et services	3 449,51	2 587,13	2 277,63	-1 171,88
dt RER	722,63	541,97	507,32	-215,31
Dépenses de transfert	7 797,16	5 847,87	4 886,12	-2 911,04
dt EDG	3 540,02	2 655,02	2 657,11	-882,91
				0,00
Solde net de gestion (1-2)	7 188,70	5 391,52	5 280,66	-1 908,04
				0,00
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:				0,00
				0,00
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	11 562,60	8 671,95	4 314,15	-7 248,44
IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES	10 204,90	7 653,67	4 241,71	-5 963,19
Acquisition d'Immobilisations Corporelles	6 083,66	4 562,74	1 717,09	-4 366,57
Acquisition d'Immobilisations incorporelles	637,13	477,85	258,86	-378,28
Grosses réparations	731,32	548,49	0,00	-731,32
Immobilisations non Produites(finex)	4 121,24	3 090,93	2 265,76	-1 855,48
				0,00
Capacité / besoin de financement (SNG-25)	-4 373,90	-3 280,43	966,50	5 340,40
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):				0,00
				0,00
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	189,25	141,94	72,45	-116,80
Immobilisations financières intérieures	189,25	141,94	72,45	-116,80
Autres Immobilisations financières intérieures		0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières extérieures		0,00	0,00	0,00

⁴ Les données de ce tableau dérivent du tableau de bord des finances publiques.

LIBELLE	LFR 2022(1)	Prévision (2)	réal (3)	Écart (3-1)
Autres Immobilisations financières extérieures		0,00	0,00	0,00
BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	404,57	303,43	11,40	-393,18
BAS FODECON	300,00	225,00	4,16	-295,84
BAS RSU	0,00	0,00		0,00
BAS FCE	329,02	246,77	6,90	-322,12
BAS FIM	134,86	101,14	0,00	-134,86
				0,00
RESSOURCES DE FINANCEMENT	21 989,68	16 492,26	17 229,27	-4 760,41
SOLDE BUDGETAIRE POSITIF		0,00	1 751,27	1 751,27
CESSION D'ACTIFS	10,03	7,52	0,09	-9,94
EMPRUNTS	20 513,92	15 385,44	11 117,11	-9 396,82
Emprunts Intérieurs	15 678,45	11 758,84	6 987,58	-8 690,87
<i>dt Banque commerciale</i>	914,00	685,50		-914,00
Emprunts Extérieurs	4 835,47	3 626,60	4 129,52	-705,95
DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00	0,00	4 144,94	4 144,94
REMBOURSEMENTS DE PRETS ACCORDES	1 465,73	1 099,29	215,87	-1 249,86
Remboursements de prêts par des Collectivités Locales	0,00	0,00		0,00
Remboursements de prêts par des Établissements publics administratifs (EPA)	0,00	0,00		0,00
Remboursements de prêts par des entreprises	0,00	0,00		0,00
Remboursements de prêts par des particuliers		0,00	215,87	215,87
Autres comptes à recevoir (Reste à recouvrer)	209,23	156,92		-209,23
Autres remboursements de prêts	1 256,49	942,37		-1 256,49
CHARGES DE FINANCEMENT	17 615,78	13 211,83	18 195,78	580,00
		0,00		0,00
SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF		0,00	2 164,69	2 164,69
REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	17 615,78	13 211,83	10 409,73	-7 206,05
Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	16 661,47	12 496,10	10 119,84	-6 541,63
<i>dt Banque Centrale</i>	11 970,88	8 978,16	-270,80	-12 241,69
Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	954,31	715,73	289,89	-664,42
RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR		0,00	3 899,60	3 899,60
PRETS ACCORDES	0,00	0,00	859,43	859,43
Prêts accordés à des Collectivités locales		0,00		0,00
Prêts accordés à des Etablissements publics administratifs (EPA)		0,00		0,00
Prêts accordés à des entreprises		0,00		0,00
Prêts accordés à des particuliers		0,00	169,27	169,27
Autres comptes à payer (Restes à payer)		0,00	690,16	690,16
Autres prêts et avances accordés		0,00	862,34	862,34
		0,00		0,00
Vérification verticale: Différence entre capacité/besoin de financement et financement (NLB+3+2511+2514+252-4)				
Principaux agrégats et soldes				0,00
Solde de base	-883,30	-662,48	2 826,82	3 710,12
Solde de base % PIB	-0,53%	-0,40%	1,64%	0,02
PIB	165 263,6	165 263,6	165 263,6	0,00
Taux de change USD	8 800,0	8 800,0	8 800,0	0,00
Pression Fiscale hors Dons	14%	10%	10,38%	- 0,03

